



الجمهورية الجزائرية  
الديمقراطية الشعبية

# الجريدة الرسمية

اتفاقات دولية، قوانين، مراسيم  
قرارات وآراء، مقررات، منشور، إعلانات وبلاعات

## JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX - LOIS ET DECRETS

ARRETES, DECISIONS, AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

(TRADUCTION FRANÇAISE)

ABONNEMENT ANNUEL	Algérie Tunisie Maroc Libye Mauritanie	ETRANGER  (Pays autres que le Maghreb)	DIRECTION ET REDACTION SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT WWW.JORADP.DZ  Abonnement et publicité: IMPRIMERIE OFFICIELLE Les Vergers, Bir-Mourad Raïs, BP 376 ALGER-GARE  Tél : 023.41.18.89 à 92 Fax : 023.41.18.76  C.C.P. 3200-50 Clé 68 ALGER BADR : Rib 00 300 060000201930048 ETRANGER : (Compte devises) BADR : 003 00 060000014720242
	1 An	1 An	
	1090,00 D.A	2675,00 D.A	
Edition originale.....	1090,00 D.A	2675,00 D.A	
Edition originale et sa traduction....	2180,00 D.A	5350,00 D.A (Frais d'expédition en sus)	

Edition originale, le numéro : 14,00 dinars. Edition originale et sa traduction, le numéro : 28,00 dinars.

Numéros des années antérieures : suivant barème. Les tables sont fournies gratuitement aux abonnés.

Prière de joindre la dernière bande pour renouvellement, réclamation, et changement d'adresse.

Tarif des insertions : 60,00 dinars la ligne

**SOMMAIRE****DECISIONS****COUR CONSTITUTIONNELLE**

Décision n° 05/D.C.C/CCC/23 du 7 Jomada Ethania 1445 correspondant au 20 décembre 2023 relative à la conformité de la loi organique modifiant et complétant la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018 relative aux lois de finances, à la Constitution.....	6
--	---

**LOIS**

Loi organique n° 23-23 du 18 Jomada Ethania 1445 correspondant au 31 décembre 2023 modifiant et complétant la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018 relative aux lois de finances.....	7
--	---

**DECRETS**

Décret présidentiel n° 24-02 du 24 Jomada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition de la Présidence de la République.....	8
Décret présidentiel n° 24-03 du 24 Jomada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre des affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger.....	9
Décret présidentiel n° 24-04 du 24 Jomada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du Premier Président de la Cour suprême.....	11
Décret présidentiel n° 24-05 du 24 Jomada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du Président du Conseil d'Etat.....	13
Décret présidentiel n° 24-06 du 24 Jomada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du Vice-président du Conseil supérieur de la magistrature.....	15
Décret exécutif n° 24-07 du 24 Jomada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du Premier ministre.....	17
Décret exécutif n° 24-08 du 24 Jomada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire.....	19
Décret exécutif n° 24-09 du 24 Jomada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de la justice, garde des sceaux.....	22
Décret exécutif n° 24-10 du 24 Jomada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre des finances.....	24
Décret exécutif n° 24-11 du 24 Jomada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de l'énergie et des mines .....	27

## SOMMAIRE (suite)

Décret exécutif n° 24-12 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre des moudjahidine et des ayants-droit .....	30
Décret exécutif n° 24-13 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre des affaires religieuses et des wakfs .....	32
Décret exécutif n° 24-14 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale .....	34
Décret exécutif n° 24-15 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique .....	36
Décret exécutif n° 24-16 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de la formation et de l'enseignement professionnels .....	38
Décret exécutif n° 24-17 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition de la ministre de la culture et des arts .....	40
Décret exécutif n° 24-18 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de la jeunesse et des sports.....	42
Décret exécutif n° 24-19 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de la numérisation et des statistiques .....	44
Décret exécutif n° 24-20 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de la poste et des télécommunications .....	46
Décret exécutif n° 24-21 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition de la ministre de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme .....	48
Décret exécutif n° 24-22 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de l'industrie et de la production pharmaceutique .....	50
Décret exécutif n° 24-23 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de l'agriculture et du développement rural .....	52
Décret exécutif n° 24-24 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville .....	54
Décret exécutif n° 24-25 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre du commerce et de la promotion des exportations.....	56
Décret exécutif n° 24-26 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de la communication .....	58

## SOMMAIRE (suite)

Décret exécutif n° 24-27 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre des travaux publics et des infrastructures de base .....	60
Décret exécutif n° 24-28 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de l'hydraulique .....	62
Décret exécutif n° 24-29 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre des transports .....	64
Décret exécutif n° 24-30 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre du tourisme et de l'artisanat .....	66
Décret exécutif n° 24-31 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de la santé .....	68
Décret exécutif n° 24-32 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale .....	70
Décret exécutif n° 24-33 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition de la ministre des relations avec le Parlement .....	72
Décret exécutif n° 24-34 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition de la ministre de l'environnement et des énergies renouvelables.....	74
Décret exécutif n° 24-35 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de la pêche et des productions halieutiques .....	76
Décret exécutif n° 24-36 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de l'économie de la connaissance, des start-up et des micro-entreprises.....	78
Décret exécutif n° 24-37 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du Président de la Cour des comptes.....	80
Décret exécutif n° 24-38 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition de la présidente de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption.....	82
Décret exécutif n° 24-39 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du président de l'Autorité nationale indépendante des élections.....	84
Décret exécutif n° 24-40 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du président du Conseil national économique, social et environnemental.....	86
Décret exécutif n° 24-41 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du président du Haut conseil islamique.....	88

## SOMMAIRE (suite)

Décret exécutif n° 24-42 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du président du Haut Conseil de la Langue Arabe.....	90
Décret exécutif n° 24-43 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du président du Conseil national des droits de l'Homme.....	92
Décret exécutif n° 24-44 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du président de l'Académie algérienne des sciences et des technologies.....	94
Décret exécutif n° 24-45 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du président du Conseil national de la recherche scientifique et des technologies.....	96
Décret exécutif n° 24-46 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du président de l'Observatoire national de la société civile.....	98
Décret exécutif n° 24-47 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du président du Conseil supérieur de la jeunesse.....	100

## DECISIONS

## COUR CONSTITUTIONNELLE

**Décision n° 05/D.C.C/CCC/23 du 7 Joumada Ethania 1445 correspondant au 20 décembre 2023 relative à la conformité de la loi organique modifiant et complétant la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018 relative aux lois de finances, à la Constitution.**

— — — —

La Cour constitutionnelle,

Sur saisine de la Cour constitutionnelle par le Président de la République, par lettre datée du 10 décembre 2023, enregistrée au secrétariat général, service du greffe de la Cour constitutionnelle en date du 10 décembre 2023 sous le n° 23/08, aux fins d'examiner la constitutionnalité de la loi organique modifiant et complétant la loi organique n° 18-15 datée du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018 relative aux lois de finances ;

Vu la Constitution, notamment en ses articles 140 (alinéa 3), 148, 185, 190 (alinéa 5), 193, 194, 197 (alinéa *in fine*) et 198 (alinéa *in fine*) ;

Vu la loi organique modifiant et complétant la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018 relative aux lois de finances ;

Vu la loi organique n° 22-19 du 26 Dhou El Hidja 1443 correspondant au 25 juillet 2022 fixant les procédures et modalités de saisine et de renvoi devant la Cour constitutionnelle ;

Vu le règlement du 9 Safar 1444 correspondant au 5 septembre 2022 fixant les règles de fonctionnement de la Cour constitutionnelle ;

Vu le règlement intérieur de la Cour constitutionnelle du 10 Safar 1444 correspondant au 6 septembre 2022 ;

Après avoir entendu les membres rapporteurs,

Après délibération,

**En la forme :**

Attendu que la Cour constitutionnelle a été saisie par le Président de la République par lettre datée du 10 décembre 2023, enregistrée au niveau du secrétariat général, service du greffe de la Cour constitutionnelle en date du 10 décembre 2023 sous le n° 23/08 aux fins d'examiner la constitutionnalité de la loi organique modifiant et complétant la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018 relative aux lois de finances ;

Attendu que la saisine par le Président de la République est intervenue conformément aux dispositions des articles 140 (alinéa 3) et 190 (alinéa 5) de la Constitution, et par conséquent, est recevable et valable en la forme.

**Au fond :**

Attendu qu'il ressort du procès-verbal de la séance plénière tenue par l'Assemblée Populaire Nationale en date du 14 novembre 2023 que la loi organique modifiant et complétant la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018 relative aux lois de finances, a été adoptée à la majorité absolue ;

Attendu que le procès-verbal de la séance d'adoption de ladite loi organique tenue en date du 30 novembre 2023 par le Conseil de la Nation indique qu'elle a été adoptée à la majorité absolue ;

Attendu que la Cour constitutionnelle n'a constaté aucune omission quant aux visas de la loi organique, objet de saisine ;

Attendu que l'amendement de la loi organique, objet de saisine contenu dans les articles 23 et 23 bis n'est pas contraire aux dispositions de la Constitution et par conséquent, est conforme à la Constitution.

**Par ces motifs**

**La Cour constitutionnelle décide ce qui suit :**

**En la forme :**

La saisine par le Président de la République est recevable conformément aux dispositions des articles 140 (alinéa 3) et 190 (alinéa 5) de la Constitution.

**Au fond :**

**Premièrement :** la loi organique modifiant et complétant la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018 relative aux lois de finances, objet de saisine, est conforme à la Constitution.

**Deuxièmement :** la présente décision sera notifiée au Président de la République.

**Troisièmement :** la présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Ainsi en a-t-il été délibéré par la Cour constitutionnelle en sa séance du 7 Joumada Ethania 1445 correspondant au 20 décembre 2023.

Le Président de la Cour constitutionnelle

Omar BELHADJ

Leïla ASLAOUI, membre ;

Bahri SAADALLAH, membre ;

Mosbah MENAS, membre ;

Fatiha BENABBOU, membre ;

Abdelouahab KHERIEF, membre ;

Abbas AMMAR, membre ;

Abdelhafid OSSOUKINE, membre ;

Mohamed BOUTERFAS, membre.

## LOIS

**Loi organique n° 23-23 du 18 Jomada Ethania 1445 correspondant au 31 décembre 2023 modifiant et complétant la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018 relative aux lois de finances.**

— — — —

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment son article 143 ;

Vu la loi organique n° 16-12 du 22 Dhou El Kaâda 1437 correspondant au 25 août 2016, modifiée et complétée, fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Assemblée Populaire Nationale et du Conseil de la Nation ainsi que les relations fonctionnelles entre les chambres du Parlement et le Gouvernement, notamment ses articles 22, 23, 24 et 25 ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Après avis du Conseil d'Etat ;

Après adoption par le Parlement ;

Vu la décision de la Cour constitutionnelle ;

**Promulgue la loi organique dont la teneur suit :**

Article 1er. — La présente loi organique a pour objet de modifier et de compléter l'article 23 de la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances, ainsi rédigé :

« Art. 23. — Les crédits sont ouverts par les lois de finances pour la couverture des charges budgétaires de l'Etat. Ils sont mis à la disposition des ministres et des responsables des institutions publiques, conformément aux dispositions des articles 23 bis et 79 de la présente loi. Les ministres peuvent charger les organes territoriaux et les établissements publics sous tutelle de l'exécution de tout ou partie d'un programme relevant de leur secteur.

Les crédits sont spécialisés par programme, conformément à l'article 75 de la présente loi, par dotation spéciale ou dotation globale, en ce qui concerne les crédits non assignés. Les crédits du programme sont présentés par activité et, le cas échéant, par titres, groupant les dépenses selon leur nature, conformément aux dispositions de l'article 29 de la présente loi.

Les crédits ne peuvent être modifiés que dans les conditions prévues par les dispositions de la présente loi ou, exceptionnellement, par la loi de finances dans le respect des dispositions de la présente loi.

L'ensemble des programmes ou l'ensemble des dotations spéciales constitue un portefeuille de programmes ou un portefeuille de dotations spéciales, qui est placé sous la responsabilité du ministre ou du responsable de l'institution publique. Les programmes et leurs subdivisions en sous-programmes et actions concourent à la mise en œuvre d'une politique publique définie.

Un programme regroupe l'ensemble des crédits concourant à la réalisation d'une mission spécifique relevant d'un ou de plusieurs services, d'un ou de plusieurs ministères ou institutions publiques, et définie en fonction d'un ensemble cohérent d'objectifs précis.

Les dotations spéciales regroupent les crédits destinés à la couverture des dépenses des deux chambres du Parlement et de la Cour constitutionnelle et constituent des portefeuilles de dotations spéciales, mis à la disposition des responsables de ces institutions.

Il est entendu par institution publique, au sens de la présente loi, les institutions parlementaires, judiciaires, de contrôle, consultatives et toutes autres institutions de même nature prévues par la Constitution.

Les dispositions du présent article prennent effet, à compter de la date de promulgation de la loi de finances pour 2024. ».

Art. 2. — Il est inséré dans la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances, un *article 23 bis*, rédigé comme suit :

« Art. 23 bis. — Il est entendu par dotation spéciale, l'unité de mise en œuvre des crédits alloués aux deux chambres du Parlement et à la Cour constitutionnelle.

La répartition de ces crédits par décret, détaillée par dotations spéciales et par titre, vaut ordonnancement aux comptes des institutions concernées.

Cette répartition est définie par titre, à titre indicatif, concernant les deux chambres du Parlement.

La répartition initiale des crédits de dotations spéciales peut être modifiée au cours de l'année, par le biais de transfert ou de virement, conformément aux règles et aux formes prévues par la présente loi.

Les dispositions du présent article prennent effet, à compter de la date de promulgation de la loi de finances pour 2024. ».

Art. 3. — La présente loi organique sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 18 Jomada Ethania 1445 correspondant au 31 décembre 2023.

Abdelmadjid TEBBOUNE.

## DECRETS

**Décret présidentiel n° 24-02 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition de la Présidence de la République.**

— — — —

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 91-7° et 141 (alinéa 1er) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Joumada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de vingt-cinq milliards cinq cent soixante-et-onze millions sept cent quatre-vingt-cinq mille dinars (25.571.785.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de soixante-sept milliards cent soixante-sept millions deux cent vingt-et-un mille dinars (67.167.221.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition de la Présidence de la République, sont répartis conformément au tableau annexé à l'original du présent décret.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Abdelmadjid TEBBOUNE.



**Décret présidentiel n° 24-03 du 24 Jomada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre des affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger.**

— — — —

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 91-7° et 141 (alinéa 1er) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Jomada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de cinquante-huit milliards neuf cent vingt-sept millions cent huit mille dinars (58.927.108.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de cinquante-huit milliards deux cent soixante-trois millions cent huit mille dinars (58.263.108.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre des affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre des affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Jomada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Abdelmadjid TEBBOUNE.

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,  
par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre des affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger

En DA

TABEAU ANNEXE

Initiulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>Activité diplomatique et consulaire</b>	<b>28 020 417 000</b>	<b>28 020 417 000</b>	<b>9 303 163 000</b>	<b>9 303 163 000</b>	<b>4 441 000 000</b>	<b>3 407 000 000</b>	<b>8 956 000 000</b>	<b>8 956 000 000</b>	<b>50 720 580 000</b>	<b>49 686 580 000</b>
Diplomatie et relations extérieures	17 284 010 000	17 284 010 000	6 625 351 000	6 625 351 000	4 321 000 000	3 287 000 000	8 800 000 000	8 800 000 000	37 030 361 000	35 996 361 000
Affaires consulaires et communauté nationale à l'étranger	10 736 407 000	10 736 407 000	2 677 812 000	2 677 812 000	120 000 000	120 000 000	156 000 000	156 000 000	13 690 219 000	13 690 219 000
<b>Administration générale</b>	<b>2 171 000 000</b>	<b>2 171 000 000</b>	<b>1 298 035 000</b>	<b>1 298 035 000</b>	<b>425 000 000</b>	<b>795 000 000</b>	<b>4 312 493 000</b>	<b>4 312 493 000</b>	<b>8 206 528 000</b>	<b>8 576 528 000</b>
Gestion du ministère	—	—	10 544 000	10 544 000	—	—	—	—	10 544 000	10 544 000
Soutien administratif	2 171 000 000	2 171 000 000	1 287 491 000	1 287 491 000	425 000 000	795 000 000	4 312 493 000	4 312 493 000	8 195 984 000	8 565 984 000
<b>Total des crédits mis à la disposition du ministre des affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger</b>	<b>30 191 417 000</b>	<b>30 191 417 000</b>	<b>10 601 198 000</b>	<b>10 601 198 000</b>	<b>4 866 000 000</b>	<b>4 202 000 000</b>	<b>13 268 493 000</b>	<b>13 268 493 000</b>	<b>58 927 108 000</b>	<b>58 263 108 000</b>

**Décret présidentiel n° 24-04 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du Premier Président de la Cour suprême.**

— — — —

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 91-7° et 141 (alinéa 1er) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Joumada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de onze milliards cinq cent soixante-treize millions de dinars (11.573.000.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de six milliards cinq cent soixante-treize millions de dinars (6.573.000.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du Premier Président de la Cour suprême, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Abdelmadjid TEBBOUNE.

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,  
par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du Premier Président de la Cour suprême

TABEAU ANNEXE

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Contrôle et évaluation des décisions judiciaires et unification de la jurisprudence	3 065 000 000	3 065 000 000	508 000 000	508 000 000	8 000 000 000	3 000 000 000	—	—	11 573 000 000	6 573 000 000
Activité judiciaire	3 065 000 000	3 065 000 000	508 000 000	508 000 000	8 000 000 000	3 000 000 000	—	—	11 573 000 000	6 573 000 000
Total des crédits mis à la disposition du Premier Président de la Cour suprême	3 065 000 000	3 065 000 000	508 000 000	508 000 000	8 000 000 000	3 000 000 000	—	—	11 573 000 000	6 573 000 000

**Décret présidentiel n° 24-05 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du Président du Conseil d'Etat.**

— — — —

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 91-7° et 141 (alinéa 1er) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Joumada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de un milliard trois cent trente millions quatre cent quatorze mille dinars (1.330.414.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de un milliard trois cent trente millions quatre cent quatorze mille dinars (1.330.414.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du Président du Conseil d'Etat, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Abdelmadjid TEBBOUNE.

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,  
par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du Président du Conseil d'Etat

En DA

Initulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Conseil d'Etat	1 182 694 000	1 182 694 000	147 620 000	147 620 000	—	—	100 000	100 000	1 330 414 000	1 330 414 000
Régulation de l'activité des juridictions administratives et compétences consultatives	—	—	88 662 000	88 662 000	—	—	100 000	100 000	88 762 000	88 762 000
Administration générale	1 182 694 000	1 182 694 000	58 958 000	58 958 000	—	—	—	—	1 241 652 000	1 241 652 000
Total des crédits mis à la disposition du Président du Conseil d'Etat	1 182 694 000	1 182 694 000	147 620 000	147 620 000	—	—	100 000	100 000	1 330 414 000	1 330 414 000

**Décret présidentiel n° 24-06 du 24 Jomada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du Vice-président du Conseil supérieur de la magistrature.**

— — — —

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 91-7° et 141 (alinéa 1er) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Jomada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de cent trente-neuf millions cinq cent dix-huit mille dinars (139.518.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de cent trente-neuf millions cinq cent dix-huit mille dinars (139.518.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du Vice-président du Conseil supérieur de la magistrature, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Jomada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Abdelmadjid TEBBOUNE.

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,  
par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du Vice-président du Conseil supérieur de la magistrature

En DA

Initulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Assurer l'indépendance de la justice	75 258 000	75 258 000	64 260 000	64 260 000	—	—	—	—	139 518 000	139 518 000
Gestion des sessions du Conseil	21 000 000	21 000 000	26 760 000	26 760 000	—	—	—	—	47 760 000	47 760 000
Administration générale	54 258 000	54 258 000	37 500 000	37 500 000	—	—	—	—	91 758 000	91 758 000
Total des crédits mis à la disposition du Vice-président du Conseil supérieur de la magistrature	75 258 000	75 258 000	64 260 000	64 260 000	—	—	—	—	139 518 000	139 518 000



**Décret exécutif n° 24-07 du 24 Jomada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du Premier ministre.**

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Jomada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de dix-huit milliards quatre cent quatre-vingt-trois millions quatre cent soixante-deux mille dinars (18.483.462.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de quarante-six milliards six cent cinquante millions cent un mille dinars (46.650.101.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du Premier ministre, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Jomada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,  
par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition des services du Premier ministre

En DA

Initiales des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Activité du Premier ministre	1 515 133 000	1 515 133 000	988 910 000	988 910 000	22 000 000	557 139 000	13 902 500 000	41 534 000 000	16 428 543 000	44 595 182 000
Gestion, coordination et suivi de l'activité du Gouvernement	1 464 353 000	1 464 353 000	688 110 000	688 110 000	22 000 000	22 000 000	—	—	2 174 463 000	2 174 463 000
Soutien technique	50 780 000	50 780 000	300 800 000	300 800 000	—	535 139 000	13 902 500 000	41 534 000 000	14 254 080 000	42 420 719 000
Fonction publique et réforme administrative	1 977 306 000	1 977 306 000	77 613 000	77 613 000	—	—	—	—	2 054 919 000	2 054 919 000
Fonction publique	—	—	9 040 000	9 040 000	—	—	—	—	9 040 000	9 040 000
Réforme administrative	—	—	1 355 000	1 355 000	—	—	—	—	1 355 000	1 355 000
Soutien administratif	1 977 306 000	1 977 306 000	67 218 000	67 218 000	—	—	—	—	2 044 524 000	2 044 524 000
Total des crédits mis à la disposition des services du Premier ministre	3 492 439 000	3 492 439 000	1 066 523 000	1 066 523 000	22 000 000	557 139 000	13 902 500 000	41 534 000 000	18 483 462 000	46 650 101 000

**Décret exécutif n° 24-08 du 24 Jomada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire.**

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Jomada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 23-119 du 23 Chaâbane 1444 correspondant au 16 mars 2023, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de mille trois cent vingt milliards quatre cent vingt-quatre millions huit cent quatre-vingt-sept mille dinars (1.320.424.887.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de mille trois cent vingt-huit milliards huit cent sept millions trois cent trente-sept mille dinars (1.328.807.337.000 DA), ouverts au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Jomada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,  
par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire

En DA

TABEAU ANNEXE

Initiales des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>Circulation des personnes et des biens</b>	<b>1 065 588 000</b>	<b>1 065 588 000</b>	<b>9 841 217 000</b>	<b>9 841 217 000</b>	<b>3 009 500 000</b>	<b>1 009 500 000</b>	<b>25 000 000</b>	<b>25 000 000</b>	<b>13 941 305 000</b>	<b>11 941 305 000</b>
Mouvement associatif et vie politique	131 231 000	131 231 000	31 755 000	31 755 000	—	—	25 000 000	25 000 000	187 986 000	187 986 000
Etat de circulation des personnes et des biens	148 882 000	148 882 000	109 206 000	109 206 000	—	—	—	—	258 088 000	258 088 000
Identité, titres et documents sécurisés	678 586 000	678 586 000	9 624 156 000	9 624 156 000	3 000 000 000	1 000 000 000	—	—	13 302 742 000	11 302 742 000
Numérisation du service public	106 889 000	106 889 000	76 100 000	76 100 000	9 500 000	9 500 000	—	—	192 489 000	192 489 000
<b>Soutien aux collectivités locales</b>	<b>272 798 000</b>	<b>272 798 000</b>	<b>24 000 000</b>	<b>24 000 000</b>	—	—	<b>600 000 000 000</b>	<b>600 000 000 000</b>	<b>600 296 798 000</b>	<b>600 296 798 000</b>
Missions dévolues aux collectivités locales	89 489 000	89 489 000	9 000 000	9 000 000	—	—	486 000 000 000	486 000 000 000	486 098 489 000	486 098 489 000
Appui au développement socio-économique des collectivités locales	183 309 000	183 309 000	15 000 000	15 000 000	—	—	114 000 000 000	114 000 000 000	114 198 309 000	114 198 309 000
<b>Aménagement du territoire</b>	<b>333 348 000</b>	<b>333 348 000</b>	<b>33 748 000</b>	<b>33 748 000</b>	—	<b>102 000 000</b>	<b>25 000 000</b>	<b>25 000 000</b>	<b>392 096 000</b>	<b>494 096 000</b>
Instruments de l'aménagement du territoire	193 124 000	193 124 000	15 343 000	15 343 000	—	20 000 000	25 000 000	25 000 000	233 467 000	253 467 000
Développement et attractivité du territoire	140 224 000	140 224 000	18 405 000	18 405 000	—	82 000 000	—	—	158 629 000	240 629 000

25 Jomada Ethania 1445  
7 janvier 2024

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE N° 01

21

TABLEAU ANNEXE (suite)

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Sûreté nationale	436 000 000 000	436 000 000 000	38 764 000 000	38 764 000 000	6 142 900 000	17 179 700 000	3 250 000 000	3 250 000 000	484 156 900 000	495 193 700 000
Soutien administratif et logistique central et régional	436 000 000 000	436 000 000 000	17 811 000 000	17 811 000 000	784 900 000	2 352 700 000	—	—	454 595 900 000	456 163 700 000
Sécurité, ordre public, prévention et intervention	—	—	19 127 000 000	19 127 000 000	4 815 100 000	13 879 800 000	—	—	23 942 100 000	33 006 800 000
Activités socio-professionnelles	—	—	1 826 000 000	1 826 000 000	542 900 000	947 200 000	3 250 000 000	3 250 000 000	5 618 900 000	6 023 200 000
Protection civile	80 860 000 000	80 860 000 000	10 400 000 000	10 400 000 000	16 553 150 000	16 460 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	109 013 150 000	108 920 000 000
Intervention et prévention	350 000 000	350 000 000	280 000 000	280 000 000	5 951 150 000	4 038 200 000	—	—	6 581 150 000	4 668 200 000
Soutien administratif et logistique	80 510 000 000	80 510 000 000	10 120 000 000	10 120 000 000	10 602 000 000	12 421 800 000	1 200 000 000	1 200 000 000	102 432 000 000	104 251 800 000
Transmissions nationales	7 500 000 000	7 500 000 000	2 647 000 000	2 647 000 000	1 326 500 000	663 300 000	112 000 000	112 000 000	11 585 500 000	10 922 300 000
Réseaux des transmissions	200 000 000	200 000 000	2 601 000 000	2 601 000 000	1 326 500 000	663 300 000	—	—	4 127 500 000	3 464 300 000
Soutien administratif et logistique	7 300 000 000	7 300 000 000	46 000 000	46 000 000	—	—	112 000 000	112 000 000	7 458 000 000	7 458 000 000
Administration générale	59 472 324 000	59 472 324 000	4 116 603 000	4 116 603 000	10 000 000 000	10 000 000 000	27 450 211 000	27 450 211 000	101 039 138 000	101 039 138 000
Soutien administratif et logistique	58 656 024 000	58 656 024 000	3 976 603 000	3 976 603 000	9 959 000 000	9 967 000 000	27 450 211 000	27 450 211 000	100 041 838 000	100 049 838 000
Risques majeurs	116 300 000	116 300 000	15 000 000	15 000 000	11 000 000	11 000 000	—	—	142 300 000	142 300 000
Sécurité routière	700 000 000	700 000 000	125 000 000	125 000 000	30 000 000	22 000 000	—	—	855 000 000	847 000 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire	585 504 058 000	585 504 058 000	65 826 568 000	65 826 568 000	37 032 050 000	45 414 500 000	632 062 211 000	632 062 211 000	1 320 424 887 000	1 328 807 337 000

**Décret exécutif n° 24-09 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de la justice, garde des sceaux.**

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Joumada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 23-119 du 23 Chaâbane 1444 correspondant au 16 mars 2023, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de cent quatre-vingt-quatre milliards six cent soixante-dix millions six cent soixante-quatre mille dinars (184.670.664.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de cent soixante-sept milliards deux cent dix-neuf millions quatre cent soixante-trois mille dinars (167.219.463.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de la justice, garde des sceaux, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre de la justice, garde des sceaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

25 Joumada Ethania 1445  
7 janvier 2024

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE N° 01

23

TAB

LEAU ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,  
par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de la justice, garde des sceaux

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3: Dépenses d'investissement		Titre 4: Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Activité judiciaire ordinaire et administrative	51 489 000 000	51 489 000 000	5 900 000 000	5 900 000 000	19 883 440 000	16 717 840 000	4 774 493 000	4 774 493 000	82 046 933 000	79 081 333 000
Soutien administratif	51 489 000 000	51 489 000 000	—	—	—	200 000 000	1 774 493 000	1 774 493 000	53 263 493 000	53 463 493 000
Administration pénitentiaire	49 732 130 000	49 732 130 000	13 165 000 000	13 165 000 000	34 535 601 000	20 050 000 000	296 000 000	296 000 000	97 728 731 000	83 243 130 000
Conditions de détention	—	—	9 098 000 000	9 098 000 000	1 050 000 000	2 050 000 000	10 000 000	10 000 000	10 158 000 000	11 158 000 000
Reinsertion sociale	—	—	470 000 000	470 000 000	—	150 000 000	—	—	470 000 000	620 000 000
Sécurité	—	—	169 000 000	169 000 000	600 000 000	920 000 000	—	—	769 000 000	1 089 000 000
Soutien administratif	49 732 130 000	49 732 130 000	3 428 000 000	3 428 000 000	32 885 601 000	16 930 000 000	286 000 000	286 000 000	86 331 731 000	70 376 130 000
Répression de la corruption	180 000 000	180 000 000	36 000 000	36 000 000	—	—	—	—	216 000 000	216 000 000
Stratégie, appui technique et administratif	180 000 000	180 000 000	26 000 000	26 000 000	—	—	—	—	206 000 000	206 000 000
Investigations et recherches	—	—	10 000 000	10 000 000	—	—	—	—	10 000 000	10 000 000
Administration générale	859 000 000	859 000 000	3 640 000 000	3 640 000 000	50 000 000	50 000 000	130 000 000	130 000 000	4 679 000 000	4 679 000 000
Gestion du ministère	—	—	92 000 000	92 000 000	—	—	—	—	92 000 000	92 000 000
Soutien administratif	859 000 000	859 000 000	3 548 000 000	3 548 000 000	50 000 000	50 000 000	130 000 000	130 000 000	4 587 000 000	4 587 000 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre de la justice, garde des sceaux	102 260 130 000	102 260 130 000	22 741 000 000	22 741 000 000	54 469 041 000	37 017 840 000	5 200 493 000	5 200 493 000	184 670 664 000	167 219 463 000

**Décret exécutif n° 24-10 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre des finances.**

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Joumada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 23-119 du 23 Chaâbane 1444 correspondant au 16 mars 2023, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de mille deux cent cinquante-deux milliards cent quatre millions six cent vingt-et-un mille dinars (1.252.104.621.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de mille deux cent cinquante milliards sept cent vingt-deux millions neuf cent soixante-neuf mille dinars (1.250.722.969.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre des finances, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Les crédits non assignés à des ministères ou institutions publiques, gérés par le ministre des finances, d'un montant de mille neuf cent vingt milliards trois cent quatre-vingt-huit millions de dinars (1.920.388.000.000 DA) en autorisations d'engagement et en crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, sont imputés au titre 7 « Dépenses imprévues ».

Art. 3. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.



Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,  
par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre des finances

En DA

TABLEAU ANNEXE

Initiales des programmes et sous- programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Titre 5 : Charges de la dette publique		Titre 6 : Dépenses d'opérations financières		Titre 7 : Dépenses imprévues		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Tre-sor et gestion comptable	23 990 522 000	23 990 522 000	1 200 000 000	1 200 000 000	5 371 985 000	3 479 000 000	3 777 810 000 000	3 777 810 000 000	4 777 983 000 000	4 777 983 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	—	—	889 355 507 000	887 462 522 000
Gestion financière de l'Etat	—	—	8 000 000	8 000 000	70 000 000	40 000 000	3 777 800 000 000	3 777 800 000 000	4 777 983 000 000	4 777 983 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	—	—	858 861 000 000	858 831 000 000
Modernisation des systèmes d'information et instruments de paiement	—	—	86 000 000	86 000 000	970 000 000	1 325 000 000	—	—	—	—	—	—	—	—	1 056 000 000	1 411 000 000
Gestion comptable des opérations du Trésor	—	—	6 000 000	6 000 000	—	—	10 000 000	10 000 000	—	—	—	—	—	—	16 000 000	16 000 000
Gestion des moyens et soutien administratif	23 990 522 000	23 990 522 000	1 100 000 000	1 100 000 000	4 331 985 000	2 114 000 000	—	—	—	—	—	—	—	—	29 422 507 000	27 204 522 000
Impôts	40 370 000 000	40 370 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000	4 760 659 000	3 751 000 000	31 000 000 000	31 000 000 000	—	—	—	—	—	—	78 330 659 000	77 321 000 000
Assiette, recouvrement et contrôle fiscal	—	—	1 750 000 000	1 750 000 000	2 850 659 000	1 791 000 000	—	—	—	—	—	—	—	—	4 600 659 000	3 541 000 000
Soutien administratif	40 370 000 000	40 370 000 000	450 000 000	450 000 000	1 910 000 000	1 960 000 000	31 000 000 000	31 000 000 000	—	—	—	—	—	—	73 730 000 000	73 780 000 000
Budget	16 804 635 000	16 804 635 000	691 334 000	691 334 000	1 423 270 000	2 464 000 000	113 875 400 000	113 875 400 000	—	—	—	—	—	—	132 794 639 000	133 835 369 000
Elaboration et suivi du budget	—	—	86 093 000	86 093 000	630 200 000	300 000 000	—	—	—	—	—	—	—	—	716 293 000	386 093 000
Contrôle de la dépense	—	—	98 270 000	98 270 000	593 070 000	919 000 000	—	—	—	—	—	—	—	—	691 340 000	1 017 270 000
Soutien administratif	16 804 635 000	16 804 635 000	506 971 000	506 971 000	200 000 000	1 245 000 000	113 875 400 000	113 875 400 000	—	—	—	—	—	—	131 387 006 000	132 453 006 000
Domaine national	28 300 000 000	28 300 000 000	1 561 000 000	1 561 000 000	2 298 078 000	1 597 000 000	150 000 000	150 000 000	—	—	—	—	—	—	33 309 078 000	31 608 000 000
Gestion des opérations domaniales	—	—	341 000 000	341 000 000	613 072 000	309 000 000	150 000 000	150 000 000	—	—	—	—	—	—	1 104 072 000	800 000 000

TABLEAU ANNEXE (suite)  
En DA

Initiales des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Titre 5 : Charges de la dette publique		Titre 6 : Dépenses d'opérations financières		Titre 7 : Dépenses impérvues		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Conservation et cadastre	—	—	320 000 000	320 000 000	59 705 000	213 000 000	—	—	—	—	—	—	—	—	379 705 000	533 000 000
Soutien administratif	28 300 000 000	28 300 000 000	900 000 000	900 000 000	1 625 301 000	1 075 000 000	—	—	—	—	—	—	—	—	30 825 301 000	30 275 000 000
Données	29 650 000 000	29 650 000 000	2 700 000 000	2 700 000 000	7 738 660 000	8 559 000 000	—	—	—	—	—	—	—	—	40 088 660 000	40 909 000 000
Recouvrement douanier	—	—	201 000 000	201 000 000	3 395 000 000	1 281 000 000	—	—	—	—	—	—	—	—	3 396 000 000	1 482 000 000
Contrôle et protection de l'économie nationale	—	—	899 000 000	899 000 000	2 828 202 000	3 723 000 000	—	—	—	—	—	—	—	—	3 727 202 000	4 622 000 000
Soutien administratif	29 650 000 000	29 650 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000	1 515 458 000	3 555 000 000	—	—	—	—	—	—	—	—	32 765 458 000	34 805 000 000
Inspection des finances	1 297 105 000	1 297 105 000	105 000 000	105 000 000	524 500 000	317 500 000	—	—	—	—	—	—	—	—	1 926 605 000	1 719 605 000
Contrôle administratif des finances publiques et des capitaux marchands de l'Etat	—	—	80 000 000	80 000 000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	80 000 000	80 000 000
Soutien administratif	1 297 105 000	1 297 105 000	25 000 000	25 000 000	524 500 000	317 500 000	—	—	—	—	—	—	—	—	1 846 605 000	1 639 605 000
Administration générale	3 732 531 000	3 732 531 000	620 000 000	620 000 000	644 500 000	1 214 500 000	72 302 442 000	72 300 442 000	—	—	—	—	—	—	77 299 473 000	77 867 473 000
Gestion du ministère	—	—	18 008 000	18 008 000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	18 008 000	18 008 000
Soutien administratif	3 732 531 000	3 732 531 000	601 992 000	601 992 000	644 500 000	1 214 500 000	72 302 442 000	72 302 442 000	—	—	—	—	—	—	77 281 465 000	77 849 465 000
Crédits non assignés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Crédits non assignés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des crédits mis à la disposition du ministre des finances	144 144 793 000	144 144 793 000	9 077 334 000	9 077 334 000	222 761 652 000	21 382 000 000	595 137 842 000	595 137 842 000	477 983 000 000	477 983 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	1 920 388 000 000	1 920 388 000 000	3 172 492 621 000	3 171 110 969 000

**Décret exécutif n° 24-11 du 24 Jomada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de l'énergie et des mines.**

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Jomada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 23-119 du 23 Chaâbane 1444 correspondant au 16 mars 2023, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de cent soixante-huit milliards six cent quarante-quatre millions dinars (168.644.000.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de cent quatre-vingts milliards trois cent soixante-seize millions trois cent soixante-treize mille dinars (180.376.373.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de l'énergie et des mines, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre de l'énergie et des mines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Jomada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

TABIEAU ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de l'énergie et des mines

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Electricité, gaz et énergies nouvelles	—	—	6 000 000	6 000 000	1 644 634 000	12 072 007 000	89 665 223 000	89 665 223 000	91 315 857 000	101 743 230 000
Electrification	—	—	1 000 000	1 000 000	—	2 269 373 000	20 000 000 000	20 000 000 000	20 001 000 000	22 270 373 000
Distribution publique du gaz	—	—	2 000 000	2 000 000	—	1 731 000 000	25 000 000 000	25 000 000 000	25 002 000 000	26 733 000 000
Programmes spéciaux de l'électricité et du gaz	—	—	1 000 000	1 000 000	—	6 836 000 000	17 470 223 000	17 470 223 000	17 471 223 000	24 307 223 000
Energies nouvelles	—	—	1 000 000	1 000 000	1 644 634 000	1 235 634 000	3 195 000 000	3 195 000 000	4 840 634 000	4 431 634 000
Soutien de l'Etat à la facturation de l'électricité	—	—	1 000 000	1 000 000	—	—	24 000 000 000	24 000 000 000	24 001 000 000	24 001 000 000
Mines	—	—	10 000 000	10 000 000	—	1 305 000 000	1 829 313 000	1 829 313 000	1 839 313 000	3 144 313 000
Mines et carrières	—	—	6 000 000	6 000 000	—	—	1 000 000 000	1 000 000 000	1 006 000 000	1 006 000 000
Ressources minières	—	—	2 000 000	2 000 000	—	1 305 000 000	774 500 000	774 500 000	776 500 000	2 081 500 000
Développement minier	—	—	2 000 000	2 000 000	—	—	54 813 000	54 813 000	56 813 000	56 813 000

TABLEAU ANNEXE (suite)

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Compensation au titre du dessalement de l'eau de mer	—	—	2 000 000	2 000 000	—	—	67 000 000 000	67 000 000 000	67 002 000 000	67 002 000 000
Compensation au titre du dessalement de l'eau de mer	—	—	2 000 000	2 000 000	—	—	67 000 000 000	67 000 000 000	67 002 000 000	67 002 000 000
Maîtrise de l'énergie et énergies renouvelables raccordées au réseau électrique national	—	—	4 000 000	4 000 000	—	—	3 138 386 000	3 138 386 000	3 142 386 000	3 142 386 000
Maîtrise de l'énergie	—	—	2 000 000	2 000 000	—	—	3 138 386 000	3 138 386 000	3 140 386 000	3 140 386 000
Energies renouvelables raccordées au réseau électrique national	—	—	2 000 000	2 000 000	—	—	—	—	2 000 000	2 000 000
Administration générale	4 890 000 000	4 890 000 000	249 917 000	249 917 000	192 527 000	192 527 000	12 000 000	12 000 000	5 344 444 000	5 344 444 000
Gestion du ministère	—	—	249 917 000	249 917 000	192 527 000	192 527 000	12 000 000	12 000 000	454 444 000	454 444 000
Soutien administratif	4 890 000 000	4 890 000 000	—	—	—	—	—	—	4 890 000 000	4 890 000 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre de l'énergie et des mines	4 890 000 000	4 890 000 000	271 917 000	271 917 000	1 837 161 000	13 569 534 000	161 644 922 000	161 644 922 000	168 644 000 000	180 376 373 000

**Décret exécutif n° 24-12 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre des moudjahidine et des ayants-droit.**

-----

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Joumada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 23-119 du 23 Chaâbane 1444 correspondant au 16 mars 2023, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de deux cent cinquante-et-un milliards sept cent vingt-huit millions quatre cent soixante-seize mille dinars (251.728.476.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de deux cent cinquante-et-un milliards sept cent quatre-vingt-dix-sept millions cent soixante-seize mille dinars (251.797.176.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre des moudjahidine et des ayants-droit, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre des moudjahidine et des ayants-droit sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,  
par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre des moudjahidine et des ayants-droit

En DA

TABEAU ANNEXE

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>Patrimoine historique et culturel</b>	—	—	<b>1 068 703 000</b>	<b>1 068 703 000</b>	<b>445 530 000</b>	<b>614 930 000</b>	<b>316 862 000</b>	<b>316 862 000</b>	<b>1 831 095 000</b>	<b>2 000 495 000</b>
Protection des symboles et des hauts faits historiques	—	—	123 903 000	123 903 000	335 930 000	209 930 000	316 862 000	316 862 000	776 695 000	650 695 000
Recherche historique et suivi des activités muséales	—	—	944 800 000	944 800 000	109 600 000	405 000 000	—	—	1 054 400 000	1 349 800 000
<b>Pensions</b>	—	—	<b>4 500 000</b>	<b>4 500 000</b>	—	—	<b>214 739 411 000</b>	<b>214 739 411 000</b>	<b>214 743 911 000</b>	<b>214 743 911 000</b>
Invalides et recours	—	—	2 250 000	2 250 000	—	—	96 632 735 000	96 632 735 000	96 634 985 000	96 634 985 000
Ayants-droit	—	—	2 250 000	2 250 000	—	—	118 106 676 000	118 106 676 000	118 108 926 000	118 108 926 000
<b>Protection sociale</b>	—	—	<b>20 000 000</b>	<b>20 000 000</b>	<b>337 200 000</b>	<b>230 500 000</b>	<b>29 697 923 000</b>	<b>29 697 923 000</b>	<b>30 055 123 000</b>	<b>29 948 423 000</b>
Santé des moudjahidine et ayants-droit	—	—	10 000 000	10 000 000	337 200 000	230 500 000	2 909 923 000	2 909 923 000	3 257 123 000	3 150 423 000
Promotion sociale	—	—	10 000 000	10 000 000	—	—	26 788 000 000	26 788 000 000	26 798 000 000	26 798 000 000
<b>Administration générale</b>	<b>2 551 525 000</b>	<b>2 551 525 000</b>	<b>143 139 000</b>	<b>143 139 000</b>	<b>191 500 000</b>	<b>197 500 000</b>	<b>2 212 183 000</b>	<b>2 212 183 000</b>	<b>5 098 347 000</b>	<b>5 104 347 000</b>
Gestion du ministère	599 328 000	599 328 000	84 415 000	84 415 000	31 000 000	51 000 000	—	—	714 743 000	734 743 000
Soutien administratif	1 952 197 000	1 952 197 000	58 724 000	58 724 000	160 500 000	146 500 000	2 212 183 000	2 212 183 000	4 383 604 000	4 369 604 000
<b>Total des crédits mis à la disposition du ministre des moudjahidine et des ayants-droit</b>	<b>2 551 525 000</b>	<b>2 551 525 000</b>	<b>1 236 342 000</b>	<b>1 236 342 000</b>	<b>974 230 000</b>	<b>1 042 930 000</b>	<b>246 966 379 000</b>	<b>246 966 379 000</b>	<b>251 728 476 000</b>	<b>251 797 176 000</b>

**Décret exécutif n° 24-13 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre des affaires religieuses et des wakfs.**

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Joumada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 23-119 du 23 Chaâbane 1444 correspondant au 16 mars 2023, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

**Décrète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de cinquante milliards huit cent cinquante-sept millions deux cent douze mille dinars (50.857.212.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de cinquante milliards soixante-seize millions neuf cent quatre-vingt-quatre mille dinars (50.076.984.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre des affaires religieuses et des wakfs, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre des affaires religieuses et des wakfs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.



25 Joumada Ethania 1445  
7 janvier 2024

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE N° 01

33

TABEAU ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,  
par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre des affaires religieuses et des wakfs

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Orientation religieuse et culture islamique	—	—	158 000 000	158 000 000	2 457 900 000	2 148 080 000	1 065 000 000	1 065 000 000	3 680 900 000	3 371 080 000
Orientation religieuse	—	—	15 000 000	15 000 000	—	—	87 000 000	87 000 000	102 000 000	102 000 000
Culture islamique	—	—	143 000 000	143 000 000	24 900 000	68 549 000	—	—	167 900 000	211 549 000
Communication et coopération	—	—	—	—	—	—	896 000 000	896 000 000	896 000 000	896 000 000
Lieux de culte	—	—	—	—	2 433 000 000	2 079 531 000	82 000 000	82 000 000	2 515 000 000	2 161 531 000
Formation et enseignement coranique	—	—	100 540 000	100 540 000	814 000 000	847 592 000	40 000 000	40 000 000	954 540 000	988 132 000
Formation, évaluation et recherche	—	—	6 000 000	6 000 000	100 000 000	217 000 000	—	—	106 000 000	223 000 000
Enseignement coranique	—	—	94 540 000	94 540 000	714 000 000	630 592 000	40 000 000	40 000 000	848 540 000	765 132 000
Administration générale	41 600 000 000	41 600 000 000	323 772 000	323 772 000	1 692 000 000	1 188 000 000	2 606 000 000	2 606 000 000	46 221 772 000	45 717 772 000
Gestion du ministère	600 000 000	600 000 000	—	—	535 000 000	551 000 000	—	—	1 135 000 000	1 151 000 000
Soutien administratif	41 000 000 000	41 000 000 000	323 772 000	323 772 000	1 157 000 000	637 000 000	2 606 000 000	2 606 000 000	45 086 772 000	44 566 772 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre des affaires religieuses et des wakfs	41 600 000 000	41 600 000 000	582 312 000	582 312 000	4 963 900 000	4 183 672 000	3 711 000 000	3 711 000 000	50 857 212 000	50 076 984 000

**Décret exécutif n° 24-14 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale.**

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Joumada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 23-119 du 23 Chaâbane 1444 correspondant au 16 mars 2023, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

**Décrète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de mille quatre cent quatre-vingt-neuf milliards huit cent vingt-neuf millions neuf cent soixante-deux mille dinars (1.489.829.962.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de mille quatre cent trente-neuf milliards neuf cent quatre-vingt-un millions neuf cent soixante-deux mille dinars (1.439.981.962.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre de l'éducation nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,  
par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale  
En DA

TABEAU ANNEXE

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Enseignement	—	—	—	—	138 267 043 000	93 966 332 000	34 133 441 000	34 133 441 000	172 400 484 000	128 099 773 000
Enseignement préparatoire et primaire	—	—	—	—	30 541 581 000	44 039 412 000	5 042 441 000	5 042 441 000	35 584 022 000	49 081 853 000
Enseignement moyen normal et spécifique et à distance	—	—	—	—	71 087 440 000	29 128 482 000	17 729 500 000	17 729 500 000	88 816 940 000	46 857 982 000
Enseignement secondaire, spécifique et à distance	—	—	—	—	36 638 022 000	20 798 438 000	11 361 500 000	11 361 500 000	47 999 522 000	32 159 938 000
Formation	—	—	1 070 000 000	1 070 000 000	385 205 000	70 040 000	—	—	1 455 205 000	1 140 040 000
Formation en cours d'emploi et spécialisée	—	—	1 070 000 000	1 070 000 000	385 205 000	70 040 000	—	—	1 455 205 000	1 140 040 000
Vie scolaire et transferts sociaux	—	—	76 000 000	76 000 000	4 534 752 000	546 728 000	26 156 573 000	26 156 573 000	30 767 325 000	26 779 301 000
Vie scolaire	—	—	—	—	3 930 820 000	433 312 000	1 560 000 000	1 560 000 000	5 490 820 000	1 993 312 000
Transferts sociaux	—	—	76 000 000	76 000 000	603 932 000	113 416 000	24 596 573 000	24 596 573 000	25 276 505 000	24 785 989 000
Administration générale	1 274 134 194 000	1 274 134 194 000	729 122 000	729 122 000	1 489 000 000	244 900 000	8 854 632 000	8 854 632 000	1 285 206 948 000	1 283 962 848 000
Gestion du ministère	1 185 963 000	1 185 963 000	86 318 000	86 318 000	12 000 000	12 000 000	—	—	1 284 281 000	1 284 281 000
Soutien administratif	1 272 948 231 000	1 272 948 231 000	642 804 000	642 804 000	1 477 000 000	232 900 000	8 854 632 000	8 854 632 000	1 283 922 667 000	1 282 678 567 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale	1 274 134 194 000	1 274 134 194 000	1 875 122 000	1 875 122 000	144 676 000 000	94 828 000 000	69 144 646 000	69 144 646 000	1 489 829 962 000	1 439 981 962 000

**Décret exécutif n° 24-15 du 24 Jomada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.**

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Jomada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 23-119 du 23 Chaâbane 1444 correspondant au 16 mars 2023, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

**Décrète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de six cent dix-huit milliards sept cent quatre-vingt-quatorze millions trois cent huit mille dinars (618.794.308.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de six cent quarante-sept milliards vingt-huit millions sept cent quatre-vingt mille dinars (647.028.780.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Jomada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

25 Joumada Ethania 1445

7 janvier 2024

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE N° 01

37

TABEAU ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Enseignement et formation supérieurs	—	—	213 641 000	213 641 000	11 212 500 000	17 932 844 000	12 403 300 000	19 987 167 000	23 829 441 000	38 133 652 000
1er et 2ème cycles d'enseignement	—	—	41 825 000	41 825 000	11 212 500 000	17 932 844 000	12 403 300 000	19 987 167 000	23 657 625 000	37 961 836 000
Formation de 3ème cycle	—	—	171 816 000	171 816 000	—	—	—	—	171 816 000	171 816 000
Recherche scientifique et développement technologique	216 550 000	216 550 000	38 520 000	38 520 000	329 090 000	329 090 000	18 553 901 000	25 297 373 000	19 138 061 000	25 881 533 000
Soutien administratif à la recherche et gestion des finances	216 550 000	216 550 000	25 665 000	25 665 000	—	—	—	—	242 215 000	242 215 000
Recherche et développement	—	—	10 628 000	10 628 000	329 090 000	329 090 000	14 535 501 000	21 278 973 000	14 875 219 000	21 618 691 000
Innovation technologique	—	—	2 227 000	2 227 000	—	—	4 018 400 000	4 018 400 000	4 020 627 000	4 020 627 000
Vie estudiantine	—	—	3 354 000	3 354 000	6 187 727 000	11 059 522 000	2 617 500 000	4 932 494 000	8 808 581 000	15 995 370 000
Œuvres universitaires	—	—	1 258 000	1 258 000	6 187 727 000	10 259 594 000	1 500 000 000	3 933 518 000	7 688 985 000	14 194 370 000
Conditions de vie des étudiants	—	—	2 096 000	2 096 000	—	799 928 000	1 117 500 000	998 976 000	1 119 596 000	1 801 000 000
Administration générale	1 163 400 000	1 163 400 000	206 825 000	206 825 000	842 000 000	842 000 000	564 806 000 000	564 806 000 000	567 018 225 000	567 018 225 000
Gestion du ministère	—	—	19 690 000	19 690 000	—	—	—	—	19 690 000	19 690 000
Soutien administratif	1 163 400 000	1 163 400 000	187 135 000	187 135 000	842 000 000	842 000 000	564 806 000 000	564 806 000 000	566 998 535 000	566 998 535 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique	1 379 950 000	1 379 950 000	462 340 000	462 340 000	18 571 317 000	30 163 456 000	598 380 701 000	615 023 034 000	618 794 308 000	647 028 780 000

**Décret exécutif n° 24-16 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de la formation et de l'enseignement professionnels.**

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Joumada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 23-119 du 23 Chaâbane 1444 correspondant au 16 mars 2023, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de cent dix-huit milliards seize millions six cent dix-sept mille dinars (118.016.617.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de cent dix-huit milliards cinq cent quatre-vingt-deux millions six cent dix-sept mille dinars (118.582.617.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de la formation et de l'enseignement professionnels, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre de la formation et de l'enseignement professionnels sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

TABIEAU ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,  
par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de la formation et de l'enseignement professionnels

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Formation professionnelle	—	—	227 311 000	227 311 000	19 906 500 000	19 269 000 000	9 880 000	9 880 000	20 143 691 000	19 506 191 000
Formation professionnelle initiale	—	—	211 311 000	211 311 000	19 821 500 000	19 150 000 000	—	—	20 032 811 000	19 361 311 000
Formation professionnelle continue et à distance	—	—	8 000 000	8 000 000	—	—	9 880 000	9 880 000	17 880 000	17 880 000
Ingénierie pédagogique de la formation professionnelle	—	—	8 000 000	8 000 000	85 000 000	119 000 000	—	—	93 000 000	127 000 000
Enseignement professionnel	—	—	24 000 000	24 000 000	598 000 000	516 000 000	—	—	622 000 000	540 000 000
Enseignement professionnel	—	—	15 000 000	15 000 000	598 000 000	516 000 000	—	—	613 000 000	531 000 000
Ingénierie pédagogique de l'enseignement professionnel	—	—	9 000 000	9 000 000	—	—	—	—	9 000 000	9 000 000
Administration générale	4 434 195 000	4 434 195 000	544 623 000	544 623 000	549 500 000	1 835 000 000	91 722 608 000	91 722 608 000	97 250 926 000	98 536 426 000
Gestion du ministère	553 000 000	553 000 000	82 000 000	82 000 000	—	—	—	—	635 000 000	635 000 000
Soutien administratif	3 881 195 000	3 881 195 000	462 623 000	462 623 000	549 500 000	1 835 000 000	91 722 608 000	91 722 608 000	96 615 926 000	97 901 426 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre de la formation et de l'enseignement professionnels	4 434 195 000	4 434 195 000	795 934 000	795 934 000	21 054 000 000	21 620 000 000	91 732 488 000	91 732 488 000	118 016 617 000	118 582 617 000

**Décret exécutif n° 24-17 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition de la ministre de la culture et des arts.**

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Joumada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 23-119 du 23 Chaâbane 1444 correspondant au 16 mars 2023, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de trente-trois milliards vingt-six millions deux cent quatre-vingt mille dinars (33.026.280.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de trente-quatre milliards trois cent quatre-vingt-et-un million six cent soixante-neuf mille dinars (34.381.669.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition de la ministre de la culture et des arts, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et la ministre de la culture et des arts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.



TABEAU ANNEXE  
Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,  
par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition de la ministre de la culture et des arts

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Arts et lettres	—	—	1 047 369 000	1 047 369 000	2 953 028 000	3 217 628 000	2 962 406 000	2 962 406 000	6 962 803 000	7 227 403 000
Livre et lecture publique	—	—	232 840 000	232 840 000	417 819 000	1 230 819 000	442 824 000	442 824 000	1 093 483 000	1 906 483 000
Création et diffusion du produit culturel et artistique	—	—	814 529 000	814 529 000	2 535 209 000	1 986 809 000	2 519 582 000	2 519 582 000	5 869 320 000	5 320 920 000
Patrimoine culturel	—	—	7 362 000	7 362 000	1 260 583 000	2 816 372 000	1 024 000 000	1 024 000 000	2 291 945 000	3 847 734 000
Protection, valorisation et exploitation du patrimoine culturel	—	—	6 673 000	6 673 000	683 083 000	1 299 000 000	1 024 000 000	1 024 000 000	1 713 756 000	2 329 673 000
Restauration du patrimoine culturel	—	—	689 000	689 000	577 500 000	1 517 372 000	—	—	578 189 000	1 518 061 000
Administration générale	4 907 641 000	4 907 641 000	253 713 000	253 713 000	931 000 000	466 000 000	17 679 178 000	17 679 178 000	23 771 532 000	23 306 532 000
Gestion du ministère	988 539 000	988 539 000	117 818 000	117 818 000	30 000 000	245 000 000	52 000 000	52 000 000	1 188 357 000	1 403 357 000
Soutien administratif	3 919 102 000	3 919 102 000	135 895 000	135 895 000	901 000 000	221 000 000	17 627 178 000	17 627 178 000	22 583 175 000	21 903 175 000
Total des crédits mis à la disposition de la ministre de la culture et des arts	4 907 641 000	4 907 641 000	1 308 444 000	1 308 444 000	5 144 611 000	6 500 000 000	21 665 584 000	21 665 584 000	33 026 280 000	34 381 669 000

**Décret exécutif n° 24-18 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de la jeunesse et des sports.**

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Joumada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 23-119 du 23 Chaâbane 1444 correspondant au 16 mars 2023, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de cent vingt-et-un milliards neuf cent soixante-quinze millions trois cent quatre-vingt mille dinars (121.975.380.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de cent vingt-trois milliards neuf cent soixante-quinze millions trois cent quatre-vingt mille dinars (123.975.380.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de la jeunesse et des sports, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre de la jeunesse et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,  
par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de la jeunesse et des sports  
En DA

TABIEAU ANNEXE

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Jeunesse	—	—	85 300 000	85 300 000	5 068 760 000	5 572 950 000	2 699 600 000	2 684 600 000	7 853 660 000	8 342 850 000
Promotion de l'animation socio-éducative	—	—	30 000 000	30 000 000	21 100 000	206 100 000	76 600 000	76 600 000	127 700 000	312 700 000
Partenariat et établissements de jeunes	—	—	37 820 000	37 820 000	4 830 760 000	5 106 950 000	123 000 000	108 000 000	4 991 580 000	5 252 770 000
Tourisme et loisirs de jeunes	—	—	17 480 000	17 480 000	216 900 000	259 900 000	2 500 000 000	2 500 000 000	2 734 380 000	2 777 380 000
Sports	—	—	60 721 000	60 721 000	29 020 740 000	29 423 486 000	3 869 500 000	3 769 500 000	32 950 961 000	33 253 707 000
Jeunes talents, sports d'élite et de haut niveau, professionnels et grands événements	—	—	25 721 000	25 721 000	14 623 528 000	14 044 192 000	2 331 500 000	2 331 500 000	16 980 749 000	16 401 413 000
Sport pour tous et en milieux éducatif et spécialisé	—	—	30 000 000	30 000 000	11 371 445 000	11 991 055 500	—	—	11 401 445 000	12 021 055 500
Vie associative, établissements sportifs et l'éthique sportive	—	—	5 000 000	5 000 000	3 025 767 000	3 388 238 500	1 538 000 000	1 438 000 000	4 568 767 000	4 831 238 500
Administration générale	43 470 592 000	43 470 592 000	566 000 000	566 000 000	131 000 000	1 339 064 000	37 003 167 000	37 003 167 000	81 170 759 000	82 378 823 000
Gestion du ministère	—	—	127 000 000	127 000 000	—	—	—	—	127 000 000	127 000 000
Soutien administratif	43 470 592 000	43 470 592 000	439 000 000	439 000 000	131 000 000	1 339 064 000	37 003 167 000	37 003 167 000	81 043 759 000	82 251 823 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre de la jeunesse et des sports	43 470 592 000	43 470 592 000	712 021 000	712 021 000	34 220 500 000	36 335 500 000	43 572 267 000	43 457 267 000	121 975 380 000	123 975 380 000

**Décret exécutif n° 24-19 du 24 Jomada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de la numérisation et des statistiques.**

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Jomada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 23-119 du 23 Chaâbane 1444 correspondant au 16 mars 2023, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de un milliard trois cent soixante-et-onze millions de dinars (1.371.000.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de un milliard trois cent cinquante-et-un millions de dinars (1.351.000.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de la numérisation et des statistiques, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre de la numérisation et des statistiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Jomada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

TABEAU ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de la numérisation et des statistiques

En D.A

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Développement de la numérisation	—	—	10 500 000	10 500 000	49 000 000	29 000 000	—	—	59 500 000	39 500 000
Technologie de la numérisation	—	—	5 500 000	5 500 000	49 000 000	29 000 000	—	—	54 500 000	34 500 000
Appui à l'économie numérique	—	—	5 000 000	5 000 000	—	—	—	—	5 000 000	5 000 000
Système national des statistiques	—	—	9 000 000	9 000 000	—	—	—	—	9 000 000	9 000 000
Développement des statistiques	—	—	4 500 000	4 500 000	—	—	—	—	4 500 000	4 500 000
Normalisation des statistiques	—	—	4 500 000	4 500 000	—	—	—	—	4 500 000	4 500 000
Administration générale	310 000 000	310 000 000	22 500 000	22 500 000	—	—	970 000 000	970 000 000	1 302 500 000	1 302 500 000
Gestion du ministère	—	—	8 500 000	8 500 000	—	—	—	—	8 500 000	8 500 000
Soutien administratif	310 000 000	310 000 000	14 000 000	14 000 000	—	—	970 000 000	970 000 000	1 294 000 000	1 294 000 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre de la numérisation et des statistiques	310 000 000	310 000 000	42 000 000	42 000 000	49 000 000	29 000 000	970 000 000	970 000 000	1 371 000 000	1 351 000 000

**Décret exécutif n° 24-20 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de la poste et des télécommunications.**

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Joumada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 23-119 du 23 Chaâbane 1444 correspondant au 16 mars 2023, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de quatorze milliards deux cent vingt-quatre millions six cent trente-cinq mille dinars (14.224.635.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de quinze milliards deux cent soixante-dix-sept millions six cent trente-cinq mille dinars (15.277.635.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de la poste et des télécommunications, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre de la poste et des télécommunications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,  
par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de la poste et des télécommunications

En DA

TABIEAU ANNEXE

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Développement des services postaux	—	—	5 500 000	5 500 000	—	—	8 652 000 000	8 610 000 000	8 657 500 000	8 615 500 000
Développement de l'activité postale	—	—	4 500 000	4 500 000	—	—	8 652 000 000	8 610 000 000	8 656 500 000	8 614 500 000
Développement des services financiers postaux	—	—	1 000 000	1 000 000	—	—	—	—	1 000 000	1 000 000
Développement des télécommunications	—	—	7 700 000	7 700 000	—	700 000 000	—	—	7 700 000	707 700 000
Développement et la sécurisation des infrastructures des technologies de l'information et de la communication (TIC)	—	—	6 500 000	6 500 000	—	700 000 000	—	—	6 500 000	706 500 000
Développement des activités liées à la radiocommunication et des équipements sensibles des télécommunications	—	—	1 200 000	1 200 000	—	—	—	—	1 200 000	1 200 000
Edification de la société algérienne de l'information	—	—	4 000 000	4 000 000	200 000 000	265 000 000	—	—	204 000 000	269 000 000
Développement et promotion du contenu national, des services en ligne et généralisation des usages	—	—	2 000 000	2 000 000	—	—	—	—	2 000 000	2 000 000
Mise en place et promotion d'un environnement de confiance pour l'utilisation des nouvelles technologies	—	—	2 000 000	2 000 000	200 000 000	265 000 000	—	—	202 000 000	267 000 000
Administration générale	3 258 835 000	3 258 835 000	101 600 000	101 600 000	1 150 000 000	1 480 000 000	845 000 000	845 000 000	5 355 435 000	5 685 435 000
Gestion du ministère	—	—	1 600 000	1 600 000	—	—	—	—	1 600 000	1 600 000
Soutien administratif	3 258 835 000	3 258 835 000	100 000 000	100 000 000	1 150 000 000	1 480 000 000	845 000 000	845 000 000	5 353 835 000	5 683 835 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre de la poste et des télécommunications	3 258 835 000	3 258 835 000	118 800 000	118 800 000	1 350 000 000	2 445 000 000	9 497 000 000	9 455 000 000	14 224 635 000	15 277 635 000

**Décret exécutif n° 24-21 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition de la ministre de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme.**

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Joumada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 23-119 du 23 Chaâbane 1444 correspondant au 16 mars 2023, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de deux cent dix-huit milliards neuf cent vingt-cinq millions six cent soixante-dix mille dinars (218.925.670.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de deux cent dix-huit milliards cinquante-cinq millions cent soixante-dix mille dinars (218.055.170.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition de la ministre de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et la ministre de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.



Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,  
par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition de la ministre de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme

En DA

TABEAU ANNEXE

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>Personnes aux besoins spécifiques</b>	—	—	<b>500 000</b>	<b>500 000</b>	<b>1 583 800 000</b>	<b>956 300 000</b>	<b>896 400 000</b>	<b>896 400 000</b>	<b>2 480 700 000</b>	<b>1 853 200 000</b>
Protection et insertion des personnes aux besoins spécifiques	—	—	500 000	500 000	—	—	896 400 000	896 400 000	896 900 000	896 900 000
Education et enseignement spécialisés des personnes aux besoins spécifiques	—	—	—	—	1 583 800 000	956 300 000	—	—	1 583 800 000	956 300 000
<b>Famille et condition de la femme</b>	—	—	<b>500 000</b>	<b>500 000</b>	<b>753 500 000</b>	<b>470 500 000</b>	<b>1 150 294 000</b>	<b>1 150 294 000</b>	<b>1 904 294 000</b>	<b>1 621 294 000</b>
Protection et promotion de la famille et de la femme	—	—	500 000	500 000	67 200 000	67 200 000	—	—	67 700 000	67 700 000
Protection de l'enfance et des personnes âgées	—	—	—	—	686 300 000	403 300 000	1 150 294 000	1 150 294 000	1 836 594 000	1 553 594 000
<b>Développement social et action humanitaire</b>	—	—	—	—	<b>16 000 000</b>	<b>16 000 000</b>	<b>171 825 288 000</b>	<b>171 825 288 000</b>	<b>171 841 288 000</b>	<b>171 841 288 000</b>
Développement social	—	—	—	—	—	—	170 137 000 000	170 137 000 000	170 137 000 000	170 137 000 000
Mouvement associatif et action humanitaire	—	—	—	—	16 000 000	16 000 000	1 688 288 000	1 688 288 000	1 704 288 000	1 704 288 000
<b>Administration générale</b>	<b>9 332 747 000</b>	<b>9 332 747 000</b>	<b>211 414 000</b>	<b>211 414 000</b>	<b>59 800 000</b>	<b>99 800 000</b>	<b>33 095 427 000</b>	<b>33 095 427 000</b>	<b>42 699 388 000</b>	<b>42 739 388 000</b>
Gestion du ministère	672 000 000	672 000 000	61 185 000	61 185 000	—	—	—	—	733 185 000	733 185 000
Soutien administratif	8 660 747 000	8 660 747 000	150 229 000	150 229 000	59 800 000	99 800 000	33 095 427 000	33 095 427 000	41 966 203 000	42 006 203 000
<b>Total des crédits mis à la disposition de la ministre de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme</b>	<b>9 332 747 000</b>	<b>9 332 747 000</b>	<b>212 414 000</b>	<b>212 414 000</b>	<b>2 413 100 000</b>	<b>1 542 600 000</b>	<b>206 967 409 000</b>	<b>206 967 409 000</b>	<b>218 925 670 000</b>	<b>218 055 170 000</b>

**Décret exécutif n° 24-22 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de l'industrie et de la production pharmaceutique.**

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Joumada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 23-119 du 23 Chaâbane 1444 correspondant au 16 mars 2023, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

**Décrète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de sept milliards huit cent quatre-vingt-seize millions cinq cent dix-neuf mille dinars (7.896.519.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de dix milliards trois cent huit millions cent dix-neuf mille dinars (10.308.119.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de l'industrie et de la production pharmaceutique, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre de l'industrie et de la production pharmaceutique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

TABEAU ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de l'industrie et de la production pharmaceutique

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Compétitivité et développement industriels	—	—	20 380 300	20 380 300	—	395 600 000	225 896 000	225 896 000	246 276 300	641 876 300
Compétitivité industrielle	—	—	19 946 300	19 946 300	—	395 600 000	215 896 000	215 896 000	235 842 300	631 442 300
Développement industriel	—	—	434 000	434 000	—	—	10 000 000	10 000 000	10 434 000	10 434 000
Appui à l'investissement	—	—	37 934 000	37 934 000	2 065 000 000	3 931 000 000	286 600 000	286 600 000	2 389 534 000	4 255 534 000
Promotion de l'investissement	—	—	12 502 000	12 502 000	2 065 000 000	3 931 000 000	—	—	2 077 502 000	3 943 502 000
Appui à la PME	—	—	25 432 000	25 432 000	—	—	286 600 000	286 600 000	312 032 000	312 032 000
Développement et promotion de l'industrie pharmaceutique en Algérie	—	—	59 063 000	59 063 000	—	—	200 000 000	200 000 000	259 063 000	259 063 000
Développement et promotion de l'industrie pharmaceutique en Algérie	—	—	59 063 000	59 063 000	—	—	200 000 000	200 000 000	259 063 000	259 063 000
Administration générale	4 099 997 700	4 099 997 700	135 744 000	135 744 000	—	150 000 000	765 904 000	765 904 000	5 001 645 700	5 151 645 700
Gestion du ministère	—	—	2 839 000	2 839 000	—	—	—	—	2 839 000	2 839 000
Soutien administratif	4 099 997 700	4 099 997 700	132 905 000	132 905 000	—	150 000 000	765 904 000	765 904 000	4 998 806 700	5 148 806 700
Total des crédits mis à la disposition du ministre de l'industrie et de la production pharmaceutique	4 099 997 700	4 099 997 700	253 121 300	253 121 300	2 065 000 000	4 476 600 000	1 478 400 000	1 478 400 000	7 896 519 000	10 308 119 000

**Décret exécutif n° 24-23 du 24 Jomada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de l'agriculture et du développement rural.**

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Jomada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 23-119 du 23 Chaâbane 1444 correspondant au 16 mars 2023, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de six cent soixante milliards neuf cent quatre-vingt-trois millions vingt-sept mille dinars (660.983.027.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de six cent soixante-quatre milliards six cent quarante-sept millions trois cent cinquante-trois mille dinars (664.647.353.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de l'agriculture et du développement rural, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre l'agriculture et du développement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Jomada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

TABEAU ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,  
par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de l'agriculture et du développement rural

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Agriculture et développement rural	—	—	114 005 000	114 005 000	18 702 650 000	19 312 750 000	579 443 600 000	579 443 600 000	598 260 255 000	598 870 355 000
Développement de l'agriculture	—	—	47 926 000	47 926 000	1 573 200 000	1 405 000 000	575 943 600 000	575 943 600 000	577 564 726 000	577 396 526 000
Sécurité et qualité sanitaires des aliments	—	—	45 473 000	45 473 000	120 500 000	188 500 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 165 973 000	2 233 973 000
Développement rural et gestion équilibrée et durable des territoires	—	—	20 606 000	20 606 000	17 008 950 000	17 719 250 000	1 500 000 000	1 500 000 000	18 529 556 000	19 239 856 000
Forêts	14 474 899 000	14 474 899 000	825 167 000	825 167 000	17 823 519 000	19 978 345 000	2 837 574 000	2 837 574 000	35 961 159 000	38 115 985 000
Gestion et soutien	14 474 899 000	14 474 899 000	339 379 000	339 379 000	775 200 000	763 185 000	2 837 574 000	2 837 574 000	18 427 052 000	18 415 037 000
Gestion durable et conservation du patrimoine	—	—	312 608 000	312 608 000	8 152 743 000	9 987 906 000	—	—	8 465 351 000	10 300 514 000
Lutte contre la désertification et la restauration des terres	—	—	173 180 000	173 180 000	8 895 576 000	9 227 254 000	—	—	9 068 756 000	9 400 434 000
Administration générale	16 990 800 000	16 990 800 000	414 547 000	414 547 000	173 550 000	1 072 950 000	9 182 716 000	9 182 716 000	26 761 613 000	27 661 013 000
Gestion du ministère	—	—	6 831 000	6 831 000	—	—	—	—	6 831 000	6 831 000
Gestion, intervention et soutien	16 990 800 000	16 990 800 000	407 716 000	407 716 000	173 550 000	1 072 950 000	9 182 716 000	9 182 716 000	26 754 782 000	27 654 182 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre de l'agriculture et du développement rural	31 465 699 000	31 465 699 000	1 353 719 000	1 353 719 000	36 699 719 000	40 364 045 000	591 463 890 000	591 463 890 000	660 983 027 000	664 647 353 000

**Décret exécutif n° 24-24 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville.**

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Joumada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 23-119 du 23 Chaâbane 1444 correspondant au 16 mars 2023, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de mille cent quatre milliards trois cent vingt-neuf millions six cent quatre-vingt-neuf mille dinars (1.104.329.689.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de cinq cent soixante-quatre milliards trois cent treize millions trois cent vingt mille dinars (564.313.320.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024,  
mis à la disposition du ministre de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville

En DA

Initiulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>Logement</b>	—	—	<b>116 501 000</b>	<b>116 501 000</b>	<b>538 708 273 000</b>	<b>140 436 690 000</b>	<b>172 970 000 000</b>	<b>172 970 000 000</b>	<b>711 794 774 000</b>	<b>313 523 191 000</b>
Logement public locatif	—	—	59 785 000	59 785 000	538 708 273 000	140 436 690 000	—	—	538 768 058 000	140 496 475 000
Aides au logement	—	—	56 716 000	56 716 000	—	—	172 970 000 000	172 970 000 000	173 026 716 000	173 026 716 000
<b>Urbanisme et aménagement</b>	—	—	<b>222 145 000</b>	<b>222 145 000</b>	<b>84 476 000 000</b>	<b>60 100 000 000</b>	—	—	<b>84 698 145 000</b>	<b>60 322 145 000</b>
Urbanisme	—	—	122 180 000	122 180 000	—	696 000 000	—	—	122 180 000	818 180 000
Aménagement du foncier	—	—	99 965 000	99 965 000	84 476 000 000	59 404 000 000	—	—	84 575 965 000	59 503 965 000
<b>Villes et Villes nouvelles</b>	—	—	<b>4 545 000</b>	<b>4 545 000</b>	<b>16 610 354 000</b>	<b>33 683 233 000</b>	<b>220 000 000</b>	<b>220 000 000</b>	<b>16 834 899 000</b>	<b>33 907 778 000</b>
Villes et Villes nouvelles	—	—	4 545 000	4 545 000	16 610 354 000	33 683 233 000	220 000 000	220 000 000	16 834 899 000	33 907 778 000
<b>Equipements publics</b>	—	—	<b>178 345 000</b>	<b>178 345 000</b>	<b>260 906 665 000</b>	<b>126 655 000 000</b>	—	—	<b>261 085 010 000</b>	<b>126 833 345 000</b>
Equipements publics de l'éducation et de la formation	—	—	62 421 000	62 421 000	66 925 083 000	19 955 000 000	—	—	66 987 504 000	20 017 421 000
Equipements publics de sécurité et de santé	—	—	62 421 000	62 421 000	19 054 582 000	5 700 000 000	—	—	19 117 003 000	5 762 421 000
Autres équipements publics	—	—	53 503 000	53 503 000	174 927 000 000	101 000 000 000	—	—	174 980 503 000	101 053 503 000
<b>Administration générale</b>	<b>28 293 549 000</b>	<b>28 293 549 000</b>	<b>230 312 000</b>	<b>230 312 000</b>	<b>960 000 000</b>	<b>770 000 000</b>	<b>433 000 000</b>	<b>433 000 000</b>	<b>29 916 861 000</b>	<b>29 726 861 000</b>
Gestion du ministère	—	—	189 316 000	189 316 000	—	—	—	—	189 316 000	189 316 000
Soutien administratif	28 293 549 000	28 293 549 000	40 996 000	40 996 000	960 000 000	770 000 000	433 000 000	433 000 000	29 727 545 000	29 537 545 000
<b>Total des crédits mis à la disposition du ministre de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville</b>	<b>28 293 549 000</b>	<b>28 293 549 000</b>	<b>751 848 000</b>	<b>751 848 000</b>	<b>901 661 292 000</b>	<b>361 644 923 000</b>	<b>173 623 000 000</b>	<b>173 623 000 000</b>	<b>1 104 329 689 000</b>	<b>564 313 320 000</b>

**Décret exécutif n° 24-25 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre du commerce et de la promotion des exportations.**

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Joumada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 23-119 du 23 Chaâbane 1444 correspondant au 16 mars 2023, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de cent quarante-six milliards cent dix-sept millions quatre-vingt-sept mille dinars (146.117.087.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de cent cinquante-deux milliards trois cent vingt-neuf millions quatre cent trente-sept mille dinars (152.329.437.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre du commerce et de la promotion des exportations, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre du commerce et de la promotion des exportations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.



TABEAU ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024,  
mis à la disposition du ministre du commerce et de la promotion des exportations

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Régulation et promotion de la concurrence	—	—	12 287 000	12 287 000	—	82 000 000	121 554 000 000	121 554 000 000	121 566 287 000	121 648 287 000
Régulation des marchés	—	—	10 687 000	10 687 000	—	82 000 000	121 500 000 000	121 500 000 000	121 510 687 000	121 592 687 000
Organisation des activités commerciales	—	—	1 600 000	1 600 000	—	—	54 000 000	54 000 000	55 600 000	55 600 000
Protection du consommateur	—	—	120 000 000	120 000 000	1 767 000 000	1 961 350 000	40 000 000	40 000 000	1 927 000 000	2 121 350 000
Analyse et contrôle de la qualité	—	—	60 000 000	60 000 000	191 000 000	1 135 000 000	40 000 000	40 000 000	291 000 000	1 235 000 000
Contrôle des pratiques commerciales	—	—	60 000 000	60 000 000	1 576 000 000	826 350 000	—	—	1 636 000 000	886 350 000
Encadrement des échanges commerciaux et promotion des exportations	—	—	38 300 000	38 300 000	—	—	2 000 000 000	2 000 000 000	2 038 300 000	2 038 300 000
Echanges commerciaux	—	—	37 000 000	37 000 000	—	—	—	—	37 000 000	37 000 000
Promotion des exportations hors hydrocarbures	—	—	1 300 000	1 300 000	—	—	2 000 000 000	2 000 000 000	2 001 300 000	2 001 300 000
Administration générale	18 533 300 000	18 533 300 000	412 000 000	412 000 000	80 000 000	6 016 000 000	1 560 200 000	1 560 200 000	20 585 500 000	26 521 500 000
Gestion du ministère	—	—	12 000 000	12 000 000	—	—	—	—	12 000 000	12 000 000
Soutien administratif	18 533 300 000	18 533 300 000	400 000 000	400 000 000	80 000 000	6 016 000 000	1 560 200 000	1 560 200 000	20 573 500 000	26 509 500 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre du commerce et de la promotion des exportations	18 533 300 000	18 533 300 000	582 587 000	582 587 000	1 847 000 000	8 059 350 000	125 154 200 000	125 154 200 000	146 117 087 000	152 329 437 000

En DA

**Décret exécutif n° 24-26 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de la communication.**

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Joumada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 23-119 du 23 Chaâbane 1444 correspondant au 16 mars 2023, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de vingt-deux milliards trois cent trente-deux millions deux cent trente-trois mille dinars (22.332.233.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de vingt-six milliards quatre cent quarante-deux millions deux cent trente-trois mille dinars (26.442.233.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de la communication, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre de la communication sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024,  
mis à la disposition du ministre de la communication

En DA

Initiales des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Médias et communication institutionnelle	—	—	7 994 000	7 994 000	—	—	21 740 400 000	25 635 400 000	21 748 394 000	25 643 394 000
Médias	—	—	4 484 000	4 484 000	—	—	20 598 400 000	23 990 400 000	20 602 884 000	23 994 884 000
Communication institutionnelle	—	—	3 510 000	3 510 000	—	—	1 142 000 000	1 645 000 000	1 145 510 000	1 648 510 000
Administration générale	431 000 000	431 000 000	42 839 000	42 839 000	50 000 000	265 000 000	60 000 000	60 000 000	583 839 000	798 839 000
Gestion du ministère	—	—	4 839 000	4 839 000	—	—	—	—	4 839 000	4 839 000
Soutien administratif	431 000 000	431 000 000	38 000 000	38 000 000	50 000 000	265 000 000	60 000 000	60 000 000	579 000 000	794 000 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre de la communication	431 000 000	431 000 000	50 833 000	50 833 000	50 000 000	265 000 000	21 800 400 000	25 695 400 000	22 332 233 000	26 442 233 000

**Décret exécutif n° 24-27 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre des travaux publics et des infrastructures de base.**

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Joumada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 23-119 du 23 Chaâbane 1444 correspondant au 16 mars 2023, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de quatre cent soixante-six milliards huit cent soixante-quinze millions six cent quatre-vingt-deux mille dinars (466.875.682.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de sept cent quatre-vingt-dix-neuf milliards deux cent soixante-dix-neuf millions neuf cent quarante mille dinars (799.279.940.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre des travaux publics et des infrastructures de base, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre des travaux publics et des infrastructures de base sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre des travaux publics et des infrastructures de base

En DA

Initiales des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>Infrastructures routières et autoroutières</b>	—	—	105 473 000	105 473 000	268 505 308 000	238 961 709 000	335 860 000	335 860 000	268 946 641 000	239 403 042 000
Développement des infrastructures routières	—	—	35 000 000	35 000 000	126 388 478 000	115 027 478 000	320 860 000	320 860 000	126 744 338 000	115 383 338 000
Entretien routier	—	—	70 000 000	70 000 000	57 917 830 000	53 934 231 000	15 000 000	15 000 000	58 002 830 000	54 019 231 000
Développement et entretien des autoroutes	—	—	473 000	473 000	84 199 000 000	70 000 000 000	—	—	84 199 473 000	70 000 473 000
<b>Infrastructures aéroportuaires</b>	—	—	11 000 000	11 000 000	7 644 722 000	9 894 222 000	—	—	7 655 722 000	9 905 222 000
Développement des infrastructures aéroportuaires	—	—	5 000 000	5 000 000	7 213 000 000	9 443 000 000	—	—	7 218 000 000	9 448 000 000
Maintenance des infrastructures aéroportuaires	—	—	6 000 000	6 000 000	431 722 000	451 222 000	—	—	437 722 000	457 222 000
<b>Infrastructures maritimes</b>	—	—	6 000 000	6 000 000	12 686 417 000	35 742 016 000	—	—	12 692 417 000	35 748 016 000
Développement des infrastructures maritimes	—	—	4 000 000	4 000 000	5 210 417 000	31 410 417 000	—	—	5 214 417 000	31 414 417 000
Maintenance des infrastructures maritimes et signalisation	—	—	2 000 000	2 000 000	7 476 000 000	4 331 599 000	—	—	7 478 000 000	4 333 599 000
<b>Infrastructures ferroviaires et transports guidés</b>	—	—	—	—	151 093 153 000	487 595 911 000	—	—	151 093 153 000	487 595 911 000
Développement des infrastructures ferroviaires	—	—	—	—	120 491 153 000	456 993 911 000	—	—	120 491 153 000	456 993 911 000
Développement des infrastructures de transports guidés	—	—	—	—	30 602 000 000	30 602 000 000	—	—	30 602 000 000	30 602 000 000
<b>Administration générale</b>	25 316 037 000	25 316 037 000	499 712 000	499 712 000	390 000 000	530 000 000	282 000 000	282 000 000	26 487 749 000	26 627 749 000
Gestion du ministère	—	—	1 373 000	1 373 000	—	—	—	—	1 373 000	1 373 000
Soutien administratif	25 316 037 000	25 316 037 000	498 339 000	498 339 000	390 000 000	530 000 000	282 000 000	282 000 000	26 486 376 000	26 626 376 000
<b>Total des crédits mis à la disposition du ministre des travaux publics et des infrastructures de base</b>	25 316 037 000	25 316 037 000	622 185 000	622 185 000	440 319 600 000	772 723 858 000	617 860 000	617 860 000	466 875 682 000	799 279 940 000

**Décret exécutif n° 24-28 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de l'hydraulique.**

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Joumada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 23-119 du 23 Chaâbane 1444 correspondant au 16 mars 2023, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de deux cent onze milliards sept cent trente-et-un millions sept cent vingt-quatre mille dinars (211.731.724.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de trois cent trente-deux milliards trois cent quatre-vingt-quatre millions cinq cent quatre-vingt-quatorze mille dinars (332.384.594.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de l'hydraulique, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre de l'hydraulique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024,  
mis à la disposition du ministre de l'hydraulique

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Mobilisation des ressources en eau et de la sécurité hydrique	—	—	39 600 000	39 600 000	35 059 396 000	55 203 396 000	17 655 152 000	17 655 152 000	52 754 148 000	72 898 148 000
Mobilisation des ressources en eau conventionnelles	—	—	28 600 000	28 600 000	34 693 396 000	54 737 396 000	8 041 152 000	8 041 152 000	42 763 148 000	62 807 148 000
Eau non conventionnelle	—	—	11 000 000	11 000 000	366 000 000	466 000 000	9 614 000 000	9 614 000 000	9 991 000 000	10 091 000 000
Approvisionnement en eau potable et industrielle	—	—	32 800 000	32 800 000	83 053 470 000	169 639 500 000	7 013 879 000	7 013 879 000	90 100 149 000	176 686 179 000
Adduction et réseaux de distribution en eau potable et industrielle	—	—	32 800 000	32 800 000	83 053 470 000	169 639 500 000	7 013 879 000	7 013 879 000	90 100 149 000	176 686 179 000
Hydraulique agricole	—	—	29 100 000	29 100 000	1 495 000 000	3 391 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	3 524 100 000	5 420 100 000
Périmètres irrigués	—	—	17 000 000	17 000 000	680 000 000	3 080 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 697 000 000	5 097 000 000
Petite et moyenne hydraulique	—	—	12 100 000	12 100 000	815 000 000	311 000 000	—	—	827 100 000	323 100 000
Assainissement et protection du milieu naturel	—	—	31 200 000	31 200 000	43 153 700 000	55 481 700 000	5 066 223 000	5 066 223 000	48 251 123 000	60 579 123 000
Réseaux d'assainissement et système d'épuration	—	—	17 100 000	17 100 000	41 478 500 000	44 702 500 000	5 066 223 000	5 066 223 000	46 561 823 000	49 785 823 000
Protection des villes contre les inondations	—	—	14 100 000	14 100 000	1 675 200 000	10 779 200 000	—	—	1 689 300 000	10 793 300 000
Administration générale	13 490 555 000	13 490 555 000	1 129 489 000	1 129 489 000	1 302 160 000	1 001 000 000	1 180 000 000	1 180 000 000	17 102 204 000	16 801 044 000
Gestion du ministère	—	—	2 000 000	2 000 000	—	—	—	—	2 000 000	2 000 000
Soutien administratif	13 490 555 000	13 490 555 000	1 127 489 000	1 127 489 000	1 302 160 000	1 001 000 000	1 180 000 000	1 180 000 000	17 100 204 000	16 799 044 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre de l'hydraulique	13 490 555 000	13 490 555 000	1 262 189 000	1 262 189 000	164 063 726 000	284 716 596 000	32 915 254 000	32 915 254 000	211 731 724 000	332 384 594 000

**Décret exécutif n° 24-29 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre des transports.**

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Joumada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 23-119 du 23 Chaâbane 1444 correspondant au 16 mars 2023, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de soixante-treize milliards quatre cent soixante-dix-huit millions cent vingt-deux mille dinars (73.478.122.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de soixante-neuf milliards quatre cent un millions cent soixante-trois mille dinars (69.401.163.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre des transports, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre des transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.



Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024,  
mis à la disposition du ministre des transports

En DA

Initulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>Mobilité et logistique</b>	—	—	<b>34 407 000</b>	<b>34 407 000</b>	<b>30 622 730 000</b>	<b>26 089 771 000</b>	<b>15 247 000 000</b>	<b>15 247 000 000</b>	<b>45 904 137 000</b>	<b>41 371 178 000</b>
Transports routiers et logistique	—	—	29 130 000	29 130 000	4 821 000 000	8 463 753 000	247 000 000	247 000 000	5 097 130 000	8 739 883 000
Transports ferroviaires et guidés	—	—	5 277 000	5 277 000	25 801 730 000	17 626 018 000	15 000 000 000	15 000 000 000	40 807 007 000	32 631 295 000
<b>Marine marchande et ports</b>	—	—	<b>6 600 000</b>	<b>6 600 000</b>	<b>183 000 000</b>	<b>183 000 000</b>	—	—	<b>189 600 000</b>	<b>189 600 000</b>
Marine marchande	—	—	3 486 000	3 486 000	183 000 000	183 000 000	—	—	186 486 000	186 486 000
Ports	—	—	3 114 000	3 114 000	—	—	—	—	3 114 000	3 114 000
<b>Aéronautique et météorologie</b>	—	—	<b>9 004 000</b>	<b>9 004 000</b>	<b>11 048 000 000</b>	<b>10 948 000 000</b>	<b>10 500 000 000</b>	<b>10 500 000 000</b>	<b>21 557 004 000</b>	<b>21 457 004 000</b>
Aéronautique	—	—	6 004 000	6 004 000	11 043 000 000	10 943 000 000	10 500 000 000	10 500 000 000	21 549 004 000	21 449 004 000
Météorologie	—	—	3 000 000	3 000 000	5 000 000	5 000 000	—	—	8 000 000	8 000 000
<b>Administration générale</b>	<b>4 638 277 000</b>	<b>4 638 277 000</b>	<b>110 577 000</b>	<b>110 577 000</b>	<b>328 000 000</b>	<b>884 000 000</b>	<b>750 527 000</b>	<b>750 527 000</b>	<b>5 827 381 000</b>	<b>6 383 381 000</b>
Gestion du ministère	—	—	22 327 000	22 327 000	—	—	—	—	22 327 000	22 327 000
Soutien administratif	4 638 277 000	4 638 277 000	88 250 000	88 250 000	328 000 000	884 000 000	750 527 000	750 527 000	5 805 054 000	6 361 054 000
<b>Total des crédits mis à la disposition du ministre des transports</b>	<b>4 638 277 000</b>	<b>4 638 277 000</b>	<b>160 588 000</b>	<b>160 588 000</b>	<b>42 181 730 000</b>	<b>38 104 771 000</b>	<b>26 497 527 000</b>	<b>26 497 527 000</b>	<b>73 478 122 000</b>	<b>69 401 163 000</b>

**Décret exécutif n° 24-30 du 24 Jomada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre du tourisme et de l'artisanat.**

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Jomada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 23-119 du 23 Chaâbane 1444 correspondant au 16 mars 2023, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de cinq milliards six cent vingt-cinq millions sept cent soixante-sept mille dinars (5.625.767.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de sept milliards six cent cinquante-quatre millions huit cent trente mille dinars (7.654.830.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre du tourisme et de l'artisanat, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre du tourisme et de l'artisanat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Jomada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

25 Joumada Ethania 1445  
7 janvier 2024

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE N° 01

67

TAB

LEAU ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024,  
mis à la disposition du ministre du tourisme et de l'artisanat

En DA

Initulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Tourisme	—	—	244 237 000	244 237 000	40 300 000	1 217 102 000	40 000 000	40 000 000	324 537 000	1 501 339 000
Politique et promotion du tourisme	—	—	233 206 000	233 206 000	—	147 000 000	40 000 000	40 000 000	273 206 000	420 206 000
Soutien aux projets touristiques	—	—	11 031 000	11 031 000	40 300 000	1 070 102 000	—	—	51 331 000	1 081 133 000
Artisanat et métiers	—	—	34 291 000	34 291 000	22 000 000	795 250 000	271 000 000	271 000 000	327 291 000	1 100 541 000
Pilotage et encadrement du développement de l'artisanat et des métiers	—	—	7 300 000	7 300 000	22 000 000	795 250 000	177 000 000	177 000 000	206 300 000	979 550 000
Promotion et amélioration des performances des acteurs	—	—	26 991 000	26 991 000	—	—	94 000 000	94 000 000	120 991 000	120 991 000
Administration générale	3 922 537 000	3 922 537 000	219 001 000	219 001 000	90 000 000	169 011 000	742 401 000	742 401 000	4 973 939 000	5 052 950 000
Gestion du ministère	—	—	12 762 000	12 762 000	—	—	—	—	12 762 000	12 762 000
Soutien administratif	3 922 537 000	3 922 537 000	206 239 000	206 239 000	90 000 000	169 011 000	742 401 000	742 401 000	4 961 177 000	5 040 188 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre du tourisme et de l'artisanat	3 922 537 000	3 922 537 000	497 529 000	497 529 000	152 300 000	2 181 363 000	1 053 401 000	1 053 401 000	5 625 767 000	7 654 830 000

**Décret exécutif n° 24-31 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de la santé.**

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Joumada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 23-119 du 23 Chaâbane 1444 correspondant au 16 mars 2023, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de huit cent quarante-six milliards deux cent vingt-cinq millions de dinars (846.225.000.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de huit cent quarante-huit milliards deux cent vingt-cinq millions de dinars (848.225.000.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de la santé, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024,  
mis à la disposition du ministre de la santé

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Prévention et soins	—	—	—	—	95 231 946 000	92 403 146 000	188 600 200 000	186 311 000 000	283 832 146 000	278 714 146 000
Prévention et soins	—	—	—	—	95 231 946 000	92 403 146 000	188 600 200 000	186 311 000 000	283 832 146 000	278 714 146 000
Formation dans le domaine de la santé	—	—	—	—	4 666 088 000	10 404 088 000	7 545 050 000	7 545 050 000	12 211 138 000	17 949 138 000
Formation et renforcement des compétences	—	—	—	—	4 666 088 000	10 404 088 000	7 545 050 000	7 545 050 000	12 211 138 000	17 949 138 000
Administration générale	7 342 992 000	7 342 992 000	708 794 000	708 794 000	998 974 000	2 438 974 000	541 130 956 000	541 070 956 000	550 181 716 000	551 561 716 000
Gestion du ministère	7 342 992 000	7 342 992 000	708 794 000	708 794 000	998 974 000	2 438 974 000	170 000 000	110 000 000	9 220 760 000	10 600 760 000
Soutien administratif	—	—	—	—	—	—	540 960 956 000	540 960 956 000	540 960 956 000	540 960 956 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre de la santé	7 342 992 000	7 342 992 000	708 794 000	708 794 000	100 897 008 000	105 246 208 000	737 276 206 000	734 927 006 000	846 225 000 000	848 225 000 000

**Décret exécutif n° 24-32 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale.**

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Joumada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 23-119 du 23 Chaâbane 1444 correspondant au 16 mars 2023, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de huit cent soixante-trois milliards sept cent quatre-vingt-trois millions trois mille dinars (863.783.003.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de huit cent soixante-deux milliards six cent quatre-vingt-trois millions trois mille dinars (862.683.003.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art.2. — Le ministre des finances et le ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024,  
mis à la disposition du ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>Inspection générale du travail</b>	<b>2 940 044 000</b>	<b>2 940 044 000</b>	<b>15 492 000</b>	<b>15 492 000</b>	<b>69 000 000</b>	<b>69 000 000</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>3 163 968 000</b>	<b>3 163 968 000</b>
Contrôle de l'application des dispositions législatives et réglementaires du travail	—	—	—	—	69 000 000	69 000 000	—	—	69 000 000	69 000 000
Gestion administrative et financière	2 940 044 000	2 940 044 000	15 492 000	15 492 000	—	—	—	—	3 094 968 000	3 094 968 000
<b>Soutien et promotion de l'emploi</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>13 480 000</b>	<b>13 480 000</b>	<b>1 762 700 000</b>	<b>662 700 000</b>	<b>474 373 858 000</b>	<b>474 373 858 000</b>	<b>476 271 358 000</b>	<b>475 171 358 000</b>
Accès au marché de l'emploi	—	—	13 480 000	13 480 000	1 762 700 000	662 700 000	10 746 080 000	10 746 080 000	12 643 580 000	11 543 580 000
Dispositif d'emploi	—	—	—	—	—	—	463 627 778 000	463 627 778 000	463 627 778 000	463 627 778 000
<b>Système de protection sociale</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>380 914 505 000</b>	<b>380 914 505 000</b>	<b>380 914 505 000</b>	<b>380 914 505 000</b>
Mise en œuvre de la politique de sécurité sociale	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Soutien au système de sécurité sociale	—	—	—	—	—	—	380 914 505 000	380 914 505 000	380 914 505 000	380 914 505 000
<b>Administration générale</b>	<b>2 648 490 000</b>	<b>2 648 490 000</b>	<b>70 482 000</b>	<b>70 482 000</b>	<b>560 200 000</b>	<b>560 200 000</b>	<b>154 000 000</b>	<b>154 000 000</b>	<b>3 433 172 000</b>	<b>3 433 172 000</b>
Gestion du ministère	478 978 000	478 978 000	70 482 000	70 482 000	560 200 000	560 200 000	26 000 000	26 000 000	1 135 660 000	1 135 660 000
Soutien administratif	2 169 512 000	2 169 512 000	—	—	—	—	128 000 000	128 000 000	2 297 512 000	2 297 512 000
<b>Total des crédits mis à la disposition du ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale</b>	<b>5 588 534 000</b>	<b>5 588 534 000</b>	<b>360 206 000</b>	<b>360 206 000</b>	<b>2 391 900 000</b>	<b>1 291 900 000</b>	<b>855 442 363 000</b>	<b>855 442 363 000</b>	<b>863 783 003 000</b>	<b>862 683 003 000</b>

**Décret exécutif n° 24-33 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition de la ministre des relations avec le Parlement.**

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Joumada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 23-119 du 23 Chaâbane 1444 correspondant au 16 mars 2023, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de cinq cent quatre-vingt-huit millions neuf cent vingt-six mille dinars (588.926.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de cinq cent quatre-vingt-huit millions neuf cent vingt-six mille dinars (588.926.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition de la ministre des relations avec le Parlement, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et la ministre des relations avec le Parlement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.



TABEAU ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024,  
mis à la disposition de la ministre des relations avec le Parlement

En DA

Initiales des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Renforcement des relations entre le Gouvernement et le Parlement	109 550 000	109 550 000	11 564 000	11 564 000	10 000 000	10 000 000	—	—	131 114 000	131 114 000
Suivi du travail parlementaire	78 476 689	78 476 689	10 164 000	10 164 000	10 000 000	10 000 000	—	—	98 640 689	98 640 689
Etude de textes législatifs et réglementaires	31 073 311	31 073 311	1 400 000	1 400 000	—	—	—	—	32 473 311	32 473 311
Administration générale	234 376 000	234 376 000	18 436 000	18 436 000	—	—	205 000 000	205 000 000	457 812 000	457 812 000
Gestion du ministère	92 043 249	92 043 249	2 271 000	2 271 000	—	—	—	—	94 314 249	94 314 249
Soutien administratif	142 332 751	142 332 751	16 165 000	16 165 000	—	—	205 000 000	205 000 000	363 497 751	363 497 751
Total des crédits mis à la disposition de la ministre des relations avec le Parlement	343 926 000	343 926 000	30 000 000	30 000 000	10 000 000	10 000 000	205 000 000	205 000 000	588 926 000	588 926 000

**Décret exécutif n° 24-34 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition de la ministre de l'environnement et des énergies renouvelables.**

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Joumada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 23-119 du 23 Chaâbane 1444 correspondant au 16 mars 2023, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de huit milliards cent quatre-vingt-quatre millions neuf cent trente-cinq mille dinars (8.184.935.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de douze milliards neuf cent trente-et-un millions sept cent trente-cinq mille dinars (12.931.735.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition de la ministre de l'environnement et des énergies renouvelables, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et la ministre de l'environnement et des énergies renouvelables sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

25 Jomada Ethania 1445  
7 janvier 2024

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE N° 01

75

TABLEAU ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition de la ministre de l'environnement et des énergies renouvelables

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Environnement et développement durable	—	—	40 747 000	40 747 000	1 612 000 000	6 408 800 000	120 080 000	120 080 000	1 772 827 000	6 569 627 000
Environnement urbain et industriel	—	—	21 467 000	21 467 000	1 612 000 000	5 804 800 000	72 080 000	72 080 000	1 705 547 000	5 898 347 000
Biodiversité et changement climatique	—	—	15 961 000	15 961 000	—	604 000 000	—	—	15 961 000	619 961 000
Education et sensibilisation environnementale	—	—	3 319 000	3 319 000	—	—	48 000 000	48 000 000	51 319 000	51 319 000
Energies renouvelables	—	—	25 264 000	25 264 000	1 800 000 000	1 750 000 000	—	—	1 825 264 000	1 775 264 000
Energies renouvelables non raccordées au réseau	—	—	25 264 000	25 264 000	1 800 000 000	1 750 000 000	—	—	1 825 264 000	1 775 264 000
Administration générale	4 092 881 000	4 092 881 000	148 463 000	148 463 000	50 000 000	50 000 000	295 500 000	295 500 000	4 586 844 000	4 586 844 000
Gestion du ministère	—	—	52 165 000	52 165 000	—	—	—	—	52 165 000	52 165 000
Soutien administratif	4 092 881 000	4 092 881 000	96 298 000	96 298 000	50 000 000	50 000 000	295 500 000	295 500 000	4 534 679 000	4 534 679 000
Total des crédits mis à la disposition de la ministre de l'environnement et des énergies renouvelables	4 092 881 000	4 092 881 000	214 474 000	214 474 000	3 462 000 000	8 208 800 000	415 580 000	415 580 000	8 184 935 000	12 931 735 000

**Décret exécutif n° 24-35 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de la pêche et des productions halieutiques.**

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Joumada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 23-119 du 23 Chaâbane 1444 correspondant au 16 mars 2023, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de sept milliards trois cent quatre-vingt-deux millions cinq cent quinze mille dinars (7.382.515.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de huit milliards quatre cent trente-huit millions huit cent soixante-cinq mille dinars (8.438.865.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de la pêche et des productions halieutiques, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre de la pêche et des productions halieutiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

25 Joumada Ethania 1445  
7 janvier 2024

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE N° 01

77

TAB  
LEAU  
ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024,  
mis à la disposition du ministre de la pêche et des productions halieutiques

En DA

Initulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Pêche maritime	—	—	8 821 000	8 821 000	258 000 000	499 400 000	33 000 000	33 000 000	299 821 000	541 221 000
Développement des activités et des infrastructures liées à la pêche	—	—	8 821 000	8 821 000	258 000 000	499 400 000	33 000 000	33 000 000	299 821 000	541 221 000
Aquaculture	—	—	10 684 000	10 684 000	545 490 000	472 200 000	—	—	556 174 000	482 884 000
Développement des activités et des infrastructures liées à l'aquaculture	—	—	10 684 000	10 684 000	545 490 000	472 200 000	—	—	556 174 000	482 884 000
Contrôle des activités et de la qualité des produits de la pêche et de l'aquaculture	—	—	10 882 000	10 882 000	116 000 000	939 286 000	62 000 000	62 000 000	188 882 000	1 012 168 000
Contrôle des activités de la pêche et de l'aquaculture et de la salubrité des milieux et des produits halieutiques	—	—	10 882 000	10 882 000	116 000 000	939 286 000	62 000 000	62 000 000	188 882 000	1 012 168 000
Administration générale	2 064 355 000	2 064 355 000	134 959 000	134 959 000	239 735 000	304 689 000	3 898 589 000	3 898 589 000	6 337 638 000	6 402 592 000
Gestion du ministère	—	—	1 000 000	1 000 000	—	—	—	—	1 000 000	1 000 000
Soutien administratif	2 064 355 000	2 064 355 000	133 959 000	133 959 000	239 735 000	304 689 000	3 898 589 000	3 898 589 000	6 336 638 000	6 401 592 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre de la pêche et des productions halieutiques	2 064 355 000	2 064 355 000	165 346 000	165 346 000	1 159 225 000	2 215 575 000	3 993 589 000	3 993 589 000	7 382 515 000	8 438 865 000

**Décret exécutif n° 24-36 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de l'économie de la connaissance, des start-up et des micro-entreprises.**

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Joumada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 23-119 du 23 Chaâbane 1444 correspondant au 16 mars 2023, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de trente milliards cent soixante-dix-sept millions huit cent vingt-huit mille dinars (30.177.828.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de trente milliards cent soixante-dix-sept millions huit cent vingt-huit mille dinars (30.177.828.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de l'économie de la connaissance, des start-up et des micro-entreprises, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre de l'économie de la connaissance, des start-up et des micro-entreprises sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

25 Jomada Ethania 1445  
7 janvier 2024

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE N° 01

79

TABLEAU ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,  
par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre de l'économie de la connaissance, des start-up et des micro-entreprises

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Promotion de l'économie de la connaissance, des start-up et de l'entrepreneuriat	—	—	10 650 000	10 650 000	—	—	29 775 000 000	29 775 000 000	29 785 650 000	29 785 650 000
Promotion de l'économie de la connaissance et des start-up	—	—	7 450 000	7 450 000	—	—	275 000 000	275 000 000	282 450 000	282 450 000
Promotion de l'entrepreneuriat et de la créativité	—	—	3 200 000	3 200 000	—	—	29 500 000 000	29 500 000 000	29 503 200 000	29 503 200 000
Administration générale	233 978 000	233 978 000	31 860 000	31 860 000	—	—	126 340 000	126 340 000	392 178 000	392 178 000
Gestion du ministère	—	—	1 000 000	1 000 000	—	—	—	—	1 000 000	1 000 000
Soutien administratif	233 978 000	233 978 000	30 860 000	30 860 000	—	—	126 340 000	126 340 000	391 178 000	391 178 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre de l'économie de la connaissance, des start-up et des micro-entreprises	233 978 000	233 978 000	42 510 000	42 510 000	—	—	29 901 340 000	29 901 340 000	30 177 828 000	30 177 828 000

**Décret exécutif n° 24-37 du 24 Jomada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du Président de la Cour des comptes.**

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Jomada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de un milliard cinq cent quinze millions sept cent quarante-huit mille dinars (1.515.748.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de un milliard cinq cent trente-neuf millions huit cent soixante-dix-sept mille dinars (1.539.877.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du Président de la Cour des comptes, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le Président de la Cour des comptes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Jomada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.



Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,  
par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du Président de la Cour des comptes

En DA

Initiales des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Contrôle du patrimoine et des fonds publics	1 336 162 000	1 336 162 000	126 086 000	126 086 000	50 000 000	74 129 000	3 500 000	3 500 000	1 515 748 000	1 539 877 000
Vérification et jugement des comptes de gestion	380 390 000	380 390 000	—	—	—	—	—	—	380 390 000	380 390 000
Contrôle de la qualité de gestion, de l'exécution de la loi de finances et l'évaluation des programmes publiques	495 256 000	495 256 000	—	—	—	—	—	—	495 256 000	495 256 000
Administration générale	460 516 000	460 516 000	126 086 000	126 086 000	50 000 000	74 129 000	3 500 000	3 500 000	640 102 000	664 231 000
Total des crédits mis à la disposition du Président de la Cour des comptes	1 336 162 000	1 336 162 000	126 086 000	126 086 000	50 000 000	74 129 000	3 500 000	3 500 000	1 515 748 000	1 539 877 000

**Décret exécutif n° 24-38 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du président de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption.**

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Joumada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de deux cent vingt-six millions neuf cent soixante-seize mille dinars (226.976.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de deux cent vingt-six millions neuf cent soixante-seize mille dinars (226.976.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du président de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le président de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

25 Jomada Ethania 1445  
7 janvier 2024

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE N° 01

83

TAB

LEAU

ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,  
par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du président de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Prévention et lutte contre la corruption	180 000 000	180 000 000	46 496 000	46 496 000	—	—	480 000	480 000	226 976 000	226 976 000
Formation, sensibilisation, prévention et lutte contre la corruption	54 000 000	54 000 000	13 949 000	13 949 000	—	—	480 000	480 000	68 429 000	68 429 000
Administration générale	126 000 000	126 000 000	32 547 000	32 547 000	—	—	—	—	158 547 000	158 547 000
Total des crédits mis à la disposition du président de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption	180 000 000	180 000 000	46 496 000	46 496 000	—	—	480 000	480 000	226 976 000	226 976 000

**Décret exécutif n° 24-39 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du président de l'Autorité nationale indépendante des élections.**

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Joumada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de douze milliards huit cent trente-quatre millions seize mille dinars (12.834.016.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de treize milliards cinq cent quatre-vingt-cinq millions trois cent quatre-vingt-treize mille dinars (13.585.393.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du président de l'Autorité nationale indépendante des élections, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le président de l'Autorité nationale indépendante des élections sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

**TABLEAU ANNEXE**  
**Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du président de l'Autorité nationale indépendante des élections**  
**En DA**

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>Préparation, organisation, gestion et supervision de l'ensemble des opérations électorales et référendaires</b>	<b>2 031 600 000</b>	<b>2 031 600 000</b>	<b>10 447 240 000</b>	<b>10 447 240 000</b>	<b>355 176 000</b>	<b>1 106 553 000</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>12 834 016 000</b>	<b>13 585 393 000</b>
Préparation de l'ensemble des opérations électorales et référendaires	—	—	101 000 000	101 000 000	—	—	—	—	101 000 000	101 000 000
Organisation, gestion et supervision de l'ensemble des opérations électorales et référendaires	—	—	10 000 000 000	10 000 000 000	—	—	—	—	10 000 000 000	10 000 000 000
Révision ordinaire des listes électorales	—	—	40 600 000	40 600 000	—	—	—	—	40 600 000	40 600 000
Administration générale	2 031 600 000	2 031 600 000	305 640 000	305 640 000	355 176 000	1 106 553 000	—	—	2 692 416 000	3 443 793 000
<b>Total des crédits mis à la disposition du président de l'Autorité nationale indépendante des élections</b>	<b>2 031 600 000</b>	<b>2 031 600 000</b>	<b>10 447 240 000</b>	<b>10 447 240 000</b>	<b>355 176 000</b>	<b>1 106 553 000</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>12 834 016 000</b>	<b>13 585 393 000</b>

**Décret exécutif n° 24-40 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du président du Conseil national économique, social et environnemental.**

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Joumada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

**Décète :**

Article. 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de huit cent soixante millions de dinars (860.000.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de huit cent soixante millions de dinars (860.000.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du président du Conseil national économique, social et environnemental, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le président du Conseil national économique, social et environnemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

25 Joumada Ethania 1445  
7 janvier 2024

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE N° 01

87

TABLEAU ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,  
par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du président du Conseil national économique, social et environnemental

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dialogue, concertation et évaluation dans le domaine économique, social et environnemental	661 639 000	661 639 000	150 861 000	150 861 000	42 000 000	42 000 000	5 500 000	5 500 000	860 000 000	860 000 000
Avis rendus et recommandations aux pouvoirs publics	—	—	58 900 000	58 900 000	10 000 000	10 000 000	5 500 000	5 500 000	74 400 000	74 400 000
Administration générale	661 639 000	661 639 000	91 961 000	91 961 000	32 000 000	32 000 000	—	—	785 600 000	785 600 000
Total des crédits mis à la disposition du président du Conseil national économique, social et environnemental	661 639 000	661 639 000	150 861 000	150 861 000	42 000 000	42 000 000	5 500 000	5 500 000	860 000 000	860 000 000

**Décret exécutif n° 24-41 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du président du Haut conseil islamique.**

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Joumada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de cent quatre-vingt-et-un millions deux cent trente mille dinars (181.230.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de cent quatre-vingt-et-un millions deux cent trente mille dinars (181.230.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du président du Haut conseil islamique, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le président du Haut conseil islamique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.



25 Jomada Ethania 1445  
7 janvier 2024

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE N° 01

89

TABLEAU ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,  
par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du président du Haut conseil islamique

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Promotion des prescriptions religieuses islamiques	109 025 000	109 025 000	72 205 000	72 205 000	—	—	—	—	181 230 000	181 230 000
Encouragement et promotion de l'Ijtihad	3 500 000	3 500 000	30 000 000	30 000 000	—	—	—	—	33 500 000	33 500 000
Administration générale	105 525 000	105 525 000	42 205 000	42 205 000	—	—	—	—	147 730 000	147 730 000
Total des crédits mis à la disposition du président du Haut conseil islamique	109 025 000	109 025 000	72 205 000	72 205 000	—	—	—	—	181 230 000	181 230 000

**Décret exécutif n° 24-42 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du président du Haut Conseil de la Langue Arabe.**

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Joumada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de deux cent sept millions deux cent soixante-douze mille dinars (207.272.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de deux cent sept millions deux cent soixante-douze mille dinars (207.272.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du président du Haut Conseil de la langue arabe, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le président du Haut Conseil de la langue arabe sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

25 Joumada Ethania 1445  
7 janvier 2024

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE N° 01

91

TABLEAU ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,  
par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du président du Haut Conseil de la Langue Arabe

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Promotion et généralisation de la langue arabe	143 876 000	143 876 000	52 896 000	52 896 000	10 000 000	10 000 000	500 000	500 000	207 272 000	207 272 000
Activités du Haut Conseil de la Langue Arabe	67 622 000	67 622 000	24 861 000	24 861 000	—	—	500 000	500 000	92 983 000	92 983 000
Administration générale	76 254 000	76 254 000	28 035 000	28 035 000	10 000 000	10 000 000	—	—	114 289 000	114 289 000
Total des crédits mis à la disposition du président du Haut Conseil de la Langue Arabe	143 876 000	143 876 000	52 896 000	52 896 000	10 000 000	10 000 000	500 000	500 000	207 272 000	207 272 000

**Décret exécutif n° 24-43 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du président du Conseil national des droits de l'Homme.**

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Joumada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de deux cent cinquante-six millions cinq cent quarante mille dinars (256.540.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de deux cent cinquante-six millions cinq cent quarante mille dinars (256.540.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du président du Conseil national des droits de l'Homme, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le président du Conseil national des droits de l'Homme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

25 Jomada Ethania 1445  
7 janvier 2024

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE N° 01

93

TABEAU ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,  
par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du président du Conseil national des droits de l'Homme

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Droits de l'Homme	179 231 000	179 231 000	75 309 000	75 309 000	—	—	2 000 000	2 000 000	256 540 000	256 540 000
Promotion et protection des droits de l'Homme	29 556 000	29 556 000	35 000 000	35 000 000	—	—	2 000 000	2 000 000	66 556 000	66 556 000
Administration générale	149 675 000	149 675 000	40 309 000	40 309 000	—	—	—	—	189 984 000	189 984 000
Total des crédits mis à la disposition du président du Conseil national des droits de l'Homme	179 231 000	179 231 000	75 309 000	75 309 000	—	—	2 000 000	2 000 000	256 540 000	256 540 000

**Décret exécutif n° 24-44 du 24 Jomada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du président de l'Académie algérienne des sciences et des technologies.**

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Jomada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de deux cent soixante-dix-sept millions quatre cent mille dinars (277.400.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de deux cent soixante-dix-sept millions quatre cent mille dinars (277.400.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du président de l'Académie algérienne des sciences et des technologies, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le président de l'Académie algérienne des sciences et des technologies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Jomada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

25 Joumada Ethania 1445  
7 janvier 2024

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE N° 01

95

TABLEAU ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du président de l'Académie algérienne des sciences et des technologies

En DA

Initiulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Promouvoir le développement national durable par les sciences et les technologies	169 380 000	169 380 000	99 020 000	99 020 000	7 000 000	7 000 000	2 000 000	2 000 000	277 400 000	277 400 000
La consultation et l'expertise dans le domaine des sciences et des technologies	50 814 000	50 814 000	29 706 000	29 706 000	—	—	2 000 000	2 000 000	82 520 000	82 520 000
Administration générale	118 566 000	118 566 000	69 314 000	69 314 000	7 000 000	7 000 000	—	—	194 880 000	194 880 000
Total des crédits mis à la disposition du président de l'Académie algérienne des sciences et des technologies	169 380 000	169 380 000	99 020 000	99 020 000	7 000 000	7 000 000	2 000 000	2 000 000	277 400 000	277 400 000

**Décret exécutif n° 24-45 du 24 Jomada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du président du Conseil national de la recherche scientifique et des technologies.**

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Jomada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de cent soixante-quinze millions deux cent huit mille dinars (175.208.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de cent soixante-quinze millions deux cent huit mille dinars (175.208.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du président du Conseil national de la recherche scientifique et des technologies, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le président du Conseil national de la recherche scientifique et des technologies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Jomada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.



25 Joumada Ethania 1445  
7 janvier 2024

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE N° 01

97

TAB

LEAU

ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,  
par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du président du Conseil national de la recherche scientifique et des technologies

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Développement de la recherche scientifique et technologique	128 108 000	128 108 000	47 100 000	47 100 000	—	—	—	—	175 208 000	175 208 000
Activité du Conseil	38 432 000	38 432 000	14 130 000	14 130 000	—	—	—	—	52 562 000	52 562 000
Administration générale	89 676 000	89 676 000	32 970 000	32 970 000	—	—	—	—	122 646 000	122 646 000
Total des crédits mis à la disposition du président du Conseil national de la recherche scientifique et des technologies	128 108 000	128 108 000	47 100 000	47 100 000	—	—	—	—	175 208 000	175 208 000

**Décret exécutif n° 24-46 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du président de l'Observatoire national de la société civile.**

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Joumada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de deux cent soixante-dix-sept millions de dinars (277.000.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de deux cent soixante-dix-sept millions de dinars (277.000.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du président de l'Observatoire national de la société civile, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le président de l'Observatoire national de la société civile sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

25 Jomada Ethania 1445  
7 janvier 2024

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE N° 01

99

TABEAU ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,  
par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du président de l'Observatoire national de la société civile

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Promotion de la société civile	180 000 000	180 000 000	97 000 000	97 000 000	—	—	—	—	277 000 000	277 000 000
Promotion de l'action de la société civile	40 000 000	40 000 000	70 000 000	70 000 000	—	—	—	—	110 000 000	110 000 000
Administration générale	140 000 000	140 000 000	27 000 000	27 000 000	—	—	—	—	167 000 000	167 000 000
Total des crédits mis à la disposition du président de l'Observatoire national de la société civile	180 000 000	180 000 000	97 000 000	97 000 000	—	—	—	—	277 000 000	277 000 000

**Décret exécutif n° 24-47 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du président du Conseil supérieur de la jeunesse.**

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Joumada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

**Décète :**

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de quatre cent vingt-huit millions de dinars (428.000.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de quatre cent vingt-huit millions de dinars (428.000.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du président du Conseil supérieur de la jeunesse, sont répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le président du Conseil supérieur de la jeunesse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

TABEAU ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,  
par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du président du Conseil supérieur de la jeunesse

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Promotion de la jeunesse	110 000 000	110 000 000	300 000 000	300 000 000	18 000 000	18 000 000	—	—	428 000 000	428 000 000
Activités du Conseil	—	—	250 000 000	250 000 000	—	—	—	—	250 000 000	250 000 000
Administration générale	110 000 000	110 000 000	50 000 000	50 000 000	18 000 000	18 000 000	—	—	178 000 000	178 000 000
Total des crédits mis à la disposition du président du Conseil supérieur de la jeunesse	110 000 000	110 000 000	300 000 000	300 000 000	18 000 000	18 000 000	—	—	428 000 000	428 000 000